



Bulletin n°24

2016

En couverture :
ANTHONY'S, Marguerite Durand.
Épreuve sur papier albuminé, 1928.
Collection Bibliothèque Marguerite Durand

Sommaire

Éditorial	p.5
Pétition « Pour un projet ambitieux de bibliothèque d'histoire des femmes et du féminisme à Paris »	p.6
Actualités de la BMD	p.9
Actualités du CAF	p.16
Archives féministes de Toulouse	p.23
In Memoriam	
Rachel Bled.	p.25
Colloques, Journées d'étude, Rencontres ...	
Aux marges de la capitale ? Mouvements féministes et homosexuels en régions, Toulouse , 15 décembre 2016	p.26
Mémoires et transmission des archives lesbiennes et féministes, Paris, 21-22 octobre 2016	p.27
Hommage à Benoîte Groult : <i>Crowdsourcing et édition</i> , Angers, 21 octobre 2016	p.30
Festival international des écrits de femmes, St-Sauveur en Puisaye, 8-9 octobre 2016	p.31
Ouvrages, thèses, mémoires, documentaires ...	
<i>Les féministes de la première vague</i> , sous la direction de Christine Bard	p.33
<i>Les Vies d'André Léo. Romancière, féministe et communarde</i> , sous la direction de Frédéric Chauvaud, François Dubasque, Pierre Rossignol et Louis Vibrac	p.35
Marcelle Cappy, <i>Une voix de femme dans la mêlée. Le manifeste d'une indignée pendant la Grande Guerre</i> ..	p.36
Bernard Lachaise, <i>Manon Cormier. Une Bordelaise en résistances (1896-1945)</i>	p.38
Brigitte Rollet, <i>Jacqueline Audry. La femme à la caméra</i>	p.39
Anne Revillard, <i>La cause des femmes dans l'État. Une comparaison France-Québec</i>	p.40
Mathilde Leroy, <i>"Femmes Libres", une émission féministe de Radio Libertaire (1988-1999)</i>	p.42
Lucy Halliday, <i>Histoire de l'Internet féministe en France (1996-2015). Première approche socio-historique</i>	p.44
Marine Gilis, <i>Les archiveuses</i>	p.47
<i>Féministes matérialistes et féministes queer réconciliés ?</i>	p.48
Sébastien Lifshitz, <i>Les Vies de Thérèse</i>	p.49
Vient de paraître	
Claude Bac, <i>Renée Vivien. Poésies de jeunesse</i>	p.51
Mara Montanaro, <i>Françoise Collin. L'insurrection permanente d'une pensée discontinue</i>	p.51
Christine Machiels, <i>Les féministes et la prostitution (1860-1960)</i>	p.52
<i>Benoîte Groult. Le genre et le temps</i> , sous la direction de Sylvie Camet.	p.53
Adhésion	p.54

Éditorial

Ce bulletin 2016 est placé sous le double signe du deuil et de l'optimisme que nous voulons garder malgré la tristesse de voir disparaître des femmes telles que Maya Surduts, Sonia Rykiel, Benoîte Groult, Rolande Trempé, Thérèse Clerc, Anne-Marie Houdebine-Gravaud, Nathalie Magnan, Monique Bourroux, Rachel Bled... La longue histoire du féminisme est ponctuée de ces moments où des générations particulièrement actives disparaissent, des moments aussi où (presque) tout, dans le contexte, semble se liquer contre le féminisme et les avancées qu'il défend. Les succès en série des populistes sont aussi le succès de leurs idées sexistes et masculinistes. La non-élection d'Hillary Clinton qui aurait pu être la première présidente des États-Unis est une date. Ce contexte nous invite plus que jamais à défendre l'héritage culturel des féministes, non pas particulièrement pour célébrer des héroïnes – même si leur courage a de quoi subjuguier – mais pour mieux comprendre et mieux transmettre une histoire mixte qui donne à réfléchir sur la justice, le progrès, la liberté, l'égalité... Alors qu'une majorité de femmes blanches semble avoir voté Trump, le programme de l'Université d'Aix-en-Provence dédié aux résistances des femmes au féminisme paraît décidément bienvenu. De même le colloque à venir des 3-4 mars 2017 à l'Université d'Angers sur les antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui.

Notre champ d'activité autour des archives et de l'histoire des féminismes reste fort heureusement dynamique. Beaucoup de doctorant.e.s et mastéran.e.s y ont leur part. Signalons le séminaire à l'EHESS sur Genre, féminismes et mobilisations collectives, la journée d'étude sur le féminisme au niveau local (Université de Toulouse Jean Jaurès) le 15 décembre 2016, la sortie du *Dictionnaire des féministes*, en février 2017 aux PUF. La collection Archives du féminisme attire à elle de multiples propositions, qui annoncent un riche calendrier de publications. Le musée virtuel Musea accueillera à nouveau, à partir de 2017, des expositions sur l'histoire des femmes, du genre et du féminisme. Au-delà des « cercles universitaires », nous constatons l'intérêt d'un large public pour le féminisme, ne serait-ce que sous la forme mémorielle. À Marseille, le nom d'Antoinette Fouque sera donné à une voie de cette ville qui la vit naître. À Paris, c'est Benoîte Groult qui sera prochainement mise à l'honneur.

Défendre et dynamiser l'histoire du féminisme, c'est aussi veiller à la sauvegarde de la recherche : l'accès à la documentation. L'avenir que la Ville de Paris réserve à la Bibliothèque Marguerite Durand nous inquiète : nous le faisons savoir haut et fort, avec le soutien de nombreuses personnalités. Nous les remercions, comme nous remercions celles et ceux qui adhèrent à notre association et participent à son développement.

Christine Bard, Angers,

le jour de l'annonce de l'élection de Donald Trump
à la présidence des États-Unis,
9 novembre 2016.

Pour un projet ambitieux de bibliothèque d'histoire des femmes et du féminisme à Paris

L'association Archives du féminisme est à l'initiative d'une pétition adressée à la mairie de Paris. Elle fait suite au projet de déménagement de la Bibliothèque Marguerite Durand présenté comme l'une des actions proposées au vote des Parisien.ne.s dans le budget participatif 2017. Signée par le CA d'Archives du féminisme et par une soixantaine de personnes, elle est parue dans *Libération* le 5 octobre 2016.

À l'heure où le bulletin est mis sous presse, cette pétition a obtenu plus de 1500 signatures. Mais nous en attendons encore plus ! Cette pétition peut être signée depuis le site de notre association : <http://www.archivesdufeminisme.fr/actualites/projet-ambitieux-de-bibliotheque-dhistoire-femmes-feminisme-a-paris> ou directement sur change.org.

Pétition



« Madame Marguerite Durand, candidate au Palais Bourbon » par Daniel de Losques (1880-1915), in *Fantasio*, 1^{er} avril 1910.

Parmi les différents projets proposés au vote des Parisien.ne.s dans le cadre du « budget participatif » de la Mairie de Paris, le projet n°7 s'intitulait « Pour une bibliothèque des femmes et du féminisme ». Cette initiative ne peut, sur le principe, qu'empêcher notre adhésion. Mais par son imprécision elle se révèle au contraire **un projet dangereux qui suscite notre plus grande inquiétude**.

D'abord, ce projet pourrait n'être qu'une manière détournée de faire disparaître l'actuelle Bibliothèque Marguerite Durand, installée dans le 13^e arrondissement de Paris et connue, fréquentée et appréciée par les professionnel.le.s comme par les amateurs et amatrices de l'histoire des femmes. Cette bibliothèque met en effet aujourd'hui à disposition du public des collections riches et des fonds d'archives inédits, conformément au souhait testamentaire de sa fondatrice, la journaliste et militante féministe Marguerite Durand. Or, comme le dénonce un syndicat des personnels des bibliothèques de la Ville de Paris (le SUPAP-FSU), ce projet mis au vote vise à se substituer à l'actuelle Bibliothèque Marguerite Durand **sans que les personnels aient été consultés et sans que les conditions de**

cette mutation soient définies.

Ce « flou », observable d'ailleurs dans la formulation du projet qui situe la BMD dans le 5^e arrondissement, est la source de notre interrogation et de notre inquiétude, d'autant que le seul lieu d'implantation de cette nouvelle bibliothèque évoqué à ce jour apparaît totalement inadéquat (trop petit et inapproprié à la conservation et à la communication des fonds d'archives). Au contraire, **nous défendons qu'un déménagement de la Bibliothèque Marguerite Durand, s'il devait avoir lieu, ne peut se justifier que par une amélioration des conditions de travail des personnels et d'accès du public aux fonds.** Ainsi, pour que vive la structure léguée par Marguerite Durand à la Ville de Paris, cette nouvelle bibliothèque doit d'abord **conserver en un lieu unique, à Paris, les personnels, la salle de consultation et les fonds d'archives.** Elle doit être hébergée dans **des locaux plus grands que l'actuelle bibliothèque, permettant l'enrichissement des fonds et leur assurant de bonnes conditions de conservation.** Pour continuer à assurer au

mieux ses missions de recherche et de valorisation du patrimoine, elle doit enfin **conserver son autonomie** par rapport à toute autre bibliothèque de la Ville de Paris.

Dans ces conditions, la Ville de Paris se donnerait les moyens de faire vivre ce **projet essentiel au rayonnement culturel et citoyen de la capitale**. À l'opposé de cette vision, elle propose aujourd'hui au vote du « budget participatif » une vague idée aux contours mal définis. Ce choix a de quoi surprendre et constitue le dernier motif de notre inquiétude : l'égalité des sexes et la valorisation du patrimoine féministe seraient-ils des projets politiques et culturels optionnels ? Doit-on demain s'attendre à ce que l'ensemble de la politique d'égalité des sexes soit mise au vote d'une poignée de Parisien.ne.s ? Nous ne le pensons pas. Nous affirmons au contraire qu'**un projet ambitieux de bibliothèque d'histoire des femmes et du féminisme doit être au cœur de la politique d'égalité des sexes de la Ville de Paris**. Nous demandons à la Mairie de Paris de ne pas faire de cette ambition un projet optionnel mais une priorité politique.

À l'initiative de l'association **Archives du féminisme** et de son conseil d'administration :

Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine, Université d'Angers, **France Chabod**, responsable du Centre des Archives du Féminisme d'Angers (CAF), **Marion Charpenel**, postdoctorante, **Mireille Douspis**, docteure es lettres, **Nicole Fernandez-Ferrer**, déléguée générale du Centre audiovisuel Simone de Beauvoir, **Hélène Fleckinger**, maîtresse de conférences en études cinématographiques, Université Paris 8, **Pascale Goux**, professeure de mathématiques, **Lucy Halliday**, mastérante, **Alban Jacquemart**, maître de conférences en science politique, Université Paris-Dauphine, **Audrey Lasserre**, postdoctorante, **Sandrine Lévêque**, maîtresse de conférences en science politique, Université Paris 1, **Bibia Pavard**, maîtresse de conférences en histoire, Université Paris 2, **Anne-Marie Pavillard**, bibliothécaire retraitée, **Bérengère Savinel**, doctorante en sociologie, **Franck Veyron**, archiviste, Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine.

Premières signatures :

Association nationale des études féministes, Association pour le développement de l'histoire des femmes et du genre - Mnemosyne et le **Centre audiovisuel Simone de Beauvoir**

Catherine Achin, professeure en science politique, Université Paris-Dauphine

Laure Adler, journaliste et historienne

Viviane Albenga, maîtresse de conférences en sociologie, IUT Bordeaux Montaigne

Laure Bereni, chargée de recherche en sociologie CNRS

Anne E. Berger, professeure en littérature française et d'études de genre, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, Directrice de l'UMR LEGS

Sandra Boehringer, maîtresse de conférences en histoire ancienne, Université de Strasbourg

Sylvie Chaperon, professeure en histoire, Université Toulouse-Le Mirail

Helen Chenut, historienne (Etats-Unis)

Marlène Coulomb-Gully, professeure en sciences de l'information et de la communication, Université de Toulouse-Le Mirail

Christine Delphy, sociologue, fondatrice de *Nouvelles Questions féministes*

Christine Détrez, professeure de sociologie, ENS de Lyon

Jules Falquet, maîtresse de conférences en sociologie, Université Paris Diderot

Eric Fassin, professeur de sociologie, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, co-directeur du département d'études de genre

Michelle Ferrand, directrice de recherche en sociologie CNRS

Érika Flahault, maîtresse de conférences en sociologie, Université du Maine

Françoise Flamant, auteure

Susan Foley, Associate Professor, Principal Fellow, School of Historical and Philosophical Studies, University of Melbourne

Charlotte Foucher Zarmanian, chargée de recherche en histoire de l'art CNRS

Geneviève Fraise, directrice de recherche en philosophie CNRS

Xavière Gauthier, maîtresse de conférences, Université Bordeaux Montaigne
Françoise Gaspard, sociologue
Catherine Gonnard, documentariste INA et chercheuse indépendante
Nahema Hanafi, maîtresse de conférences en histoire, Université d'Angers
Nassira Hedjerassi, professeure de sociologie de l'éducation, Université de Reims
Patric Jean, documentariste
Josiane Jouët, professeure émérite en sciences de l'information et de la communication, Université Paris 2
Liliane Kandel, sociologue et féministe
Azadeh Kian, professeure de sociologie, Université Paris Diderot
Yvonne Knibiehler, historienne
Rose-Marie Lagrave, sociologue, directrice d'études à l'EHESS
Diane Lamoureux, professeure titulaire en science politique, Université Laval (Québec, Canada)
Michèle Larrouy, responsable d'ARCL
Sylvie Le Bon de Beauvoir
Frédérique Le Nan, maîtresse de conférences en littérature médiévale, Université d'Angers
Catherine Marand-Fouquet, historienne
Hélène Marqué, maîtresse de conférences en études de genre et en arts, responsable du Master genre à l'Université de Paris 8 Vincennes-Saint-Denis
Margaret Maruani, directrice de recherche en sociologie CNRS
Frédérique Matonti, professeure en science politique, Université Paris 1
Florence Montreynaud, historienne et cofondatrice des Chiennes de garde
Dalila Morsly, professeure émérite de sciences du langage, Université d'Angers
Janine Mossuz-Lavau, directrice de recherche émérite en science politique, CNRS
Dolphine Naudier, sociologue, chargée de recherche au CNRS
Hélène Nicolas, maîtresse de conférences en anthropologie, Université de Paris 8 Vincennes-Saint-Denis
Sophie Noyé, docteure en sciences politiques, Sciences-Po
Karen Offen, historienne indépendante, rattachée à Stanford University
Nicole Pellegrin, chargée de recherche honoraire en histoire moderne CNRS
Françoise Picq, maîtresse de conférences honoraire en science politique, Université Paris-Dauphine
Christine Planté, professeure émérite en littérature, Université Lyon 2
Sophie Pochic, chargée de recherche en sociologie CNRS
Anne Revillard, professeure associée en sociologie, Sciences Po Paris
Nadja Ringart, sociologue et réalisatrice
Michèle Riot-Sarcey, professeure émérite en histoire, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis
Yannick Ripa, professeure en histoire, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis
Florence Rochefort, chargée de recherche en histoire, CNRS
Violaine Sebillotte Cuchet, professeure en histoire ancienne, Université Paris 1
Réjane Sénac, chargée de recherche en sociologie, CNRS
Claude Servan-Schreiber, journaliste
Charles Sowerwine, Emeritus Professor, School of Historical and Philosophical Studies, University of Melbourne
Martine Storti, écrivaine
Annie Sugier, physicienne et chimiste
Françoise Thébaud, codirectrice de la revue *Clio, Femmes, Genre, Histoire*
Sylvie Tissot, professeure en science politique, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis
Eliane Viennot, professeure en littérature, Université Jean Monnet (Saint-Etienne)
Georges Vigarello, directeur d'études en histoire, EHESS
Annette Wiewiorka, directrice de recherche émérite en histoire, CNRS
Michelle Zancarini-Fournel, professeure émérite en histoire, Université Lyon I

Actualités de la Bibliothèque Marguerite Durand

Dons d'archives



Affichette du premier café féministe, 25 janvier 2002

La BMD a reçu en don les archives de **Dominique Benoit-Frot**, militante féministe communiste. Après avoir découvert le monde communiste en 1969 au comité d'entreprise de Renault Billancourt dont elle est la bibliothécaire, elle adhère en 1975 au PCF, qu'elle quitte dix ans plus tard en raison de désaccords. En 1996, elle reprend sa carte, espérant dans la politique de mutation entamée par Robert Hue, secrétaire général depuis 1994. Elle devient secrétaire de rédaction des *Cahiers du communisme* puis collaboratrice politique à la Commission nationale Féminisme et communisme. Dans ce cadre, elle travaille avec les associations féministes et le Collectif national droits des femmes, organise des stages et des débats, participe à des rencontres internationales et à l'association Femmes et communistes-Jalons pour une histoire, créée en 1998. Elle est également élue au bureau fédéral de la Fédération de Paris comme responsable Femmes. Mais elle choisit bientôt de « poser le questionnement féministe hors parti » et, en 2002, lance avec un groupe de femmes de

gauche le Café féministe, « pour la rencontre, le lien, l'échange, l'action, dans un lieu ouvert à tous, à toutes, pour nous questionner sur le féminisme aujourd'hui avec, à chaque café, une/un invité.e qui nous parlera de son parcours féministe, de ses convictions, de ses oppositions ». La première rencontre a lieu le 25 janvier.

Les archives et documents donnés par Dominique Benoit-Frot témoignent de ses engagements, responsabilités et initiatives.

Classement de fonds d'archives

Le fonds Tinayre

Déposé puis donné à la BMD depuis des années, le fonds Tinayre était classé d'une manière partielle et approximative. Le fonds est désormais parfaitement classé et inventorié grâce à l'excellent travail effectué pendant un stage de deux mois par Pascale Pauplin, jeune chartiste préparant le concours de l'Institut national du patrimoine.

Rappelons que ce fonds porte sur la famille Tinayre dont la figure centrale est Victoire Marguerite Tinayre, née Guerrier (1831-1895). Institutrice depuis 1856, elle dirige des écoles libres, d'abord à Issoire, où elle est née, puis en région parisienne. Elle participe à la Commune, durant laquelle elle est nommée inspectrice des écoles primaires du 12^e arrondissement, jouant un rôle important dans la laïcisation de l'enseignement. Elle est aussi active au sein de l'Union des Femmes pour la Défense de Paris et les Soins aux Blessés. Arrêtée par les troupes versaillaises, qui fusillent son mari qui n'était pourtant pas communard, elle réussit à gagner Genève avec ses cinq enfants, son frère et sa sœur. Condamnée par contumace à la déportation, elle se rend par la suite avec sa famille en Hongrie où elle est gouvernante



Lettre de Louise Michel
à V. Tinayre, 20.09.1882.
(Fonds Tinayre).

puis préceptrice. Elle bénéficie de la remise définitive de sa peine en novembre 1879. De retour à Paris, elle se consacre à la pédagogie et à l'écriture.

Le fonds comporte deux grands ensembles : le premier est constitué des archives familiales (actes notariés, état civil, manuscrits littéraires, très nombreuses correspondances...), le second renvoie aux recherches sur la famille Tinayre, menées par les descendants de Victoire : son fils Julien, graveur, et la femme de celui-ci, l'écrivaine Marcelle Tinayre, puis leur fils, le sculpteur Noël Tinayre, et par Claude Schkolnyk, auteure d'une thèse sur Victoire Tinayre.

Le fonds comprend aussi des livres et de la correspondance sur le positivisme, quelques dessins et gravures, deux très jolis carnets de croquis du peintre Louis Tinayre, fils de Victoire, ainsi que des lettres adressées par Louise Michel à Victoire Tinayre à propos de leur collaboration pour l'écriture du roman *La Misère* (1883), dont le manuscrit est l'une des pièces remarquables de ce fonds.

Il y a 80 ans disparaissait Marguerite Durand

Le 16 mars 1936, à l'âge de 72 ans, Marguerite Durand décédait d'une crise cardiaque, dans les murs mêmes de la bibliothèque qu'elle avait fondée, quatre ans auparavant, au dernier étage de la mairie du 5^e arrondissement. Ses ami.e.s durent ouvrir une souscription pour lui donner une pierre tombale, au cimetière des Batignolles. Harlor, qui collabora à *La Fronde*, lui succéda jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ensemble, elles avaient classé et enrichi les collections de la bibliothèque, mais Marguerite Durand avait confié à Harlor ses inquiétudes sur le sort de la bibliothèque après sa mort. Inquiétudes largement justifiées, puisque la BMD connut un quasi abandon, jusqu'au milieu des années 1960, et ne vit ses moyens s'accroître qu'au début des années 1980. Elle n'a cependant jamais cessé de collecter, conserver et transmettre les documents et les archives de l'histoire des femmes et du féminisme, poursuivant l'œuvre initiée par Marguerite Durand.

Pour commémorer cet anniversaire, nous avons souhaité organiser une **rencontre** qui donne la parole à des personnalités de l'histoire des femmes et du féminisme pour lesquelles les collections de la BMD sont ou ont été indispensables dans leur parcours. Nous leur avons demandé de choisir une archive ou un document qui leur tenait particulièrement à cœur ou qui avait représenté une étape ou une ressource importante pour leur recherche.

Cette rencontre, intitulée *Au bonheur des archives féministes* et organisée en partenariat avec notre association, a eu lieu le **mercredi 15 juin** et a fait salle comble, avec une centaine de personnes. Les documents choisis par nos invitées ont fait l'objet d'une **exposition** pendant un mois dans la salle de lecture.

Michelle Perrot n'a hélas pu être présente en raison d'un problème de santé mais a eu la gentillesse de nous envoyer un texte pour nous faire part de son choix, qui s'était porté sur le fonds de l'institutrice Marie Rauber. **Laure Adler** avait pour sa part choisi de nous parler des journaux des premières féministes des années 1830 et 1848, **Florence Rochefort** du fonds Nelly Roussel, **Christine Bard**

de la photographie de Madeleine Pelletier dans *l'Encyclopédie féministe* d'Hélène Brion, **Audrey Lasserre** des dossiers documentaires relatifs à la littérature et aux écrivaines des années 1970-1980 et **Marine Gilis** du fonds Catherine Gonnard, qu'elle avait classé et inventorié en 2015.

La rencontre, qui a été filmée dans son intégralité, s'est terminée par un échange avec le public, très satisfait de cette soirée, un hommage très chaleureux rendu par nos invitées à la bibliothèque et un sympathique pot, offert par Archives du féminisme.



La vitrine présentant *l'Encyclopédie féministe* d'Hélène Brion.

La soirée a aussi été l'occasion pour Annie Metz de présenter ce document exceptionnel récemment acquis par la BMD, dont nous parlerons dans notre rubrique « Achats remarquables ».



Exposition et rencontre autour de livres d'artiste

En septembre 2016, la BMD a organisé une exposition sur les livres d'artiste de **Martine Lafon** en partenariat avec la médiathèque Jean-Pierre Melville, dans le cadre de l'opération « L'original du mois » qui a pour but de faire collaborer les bibliothèques de prêt et les bibliothèques patrimoniales, afin de faire découvrir les collections de ces dernières à un public plus large. Les visiteurs qui découvraient les œuvres exposées au rez-de-chaussée de la médiathèque étaient invités à poursuivre leur découverte au 3^e étage. Le 29 septembre, nous avons reçu Martine Lafon qui a présenté son travail et son parcours avec beaucoup de pédagogie et de talent. La BMD possède près de cinquante livres de cette artiste.



Colloques et festival

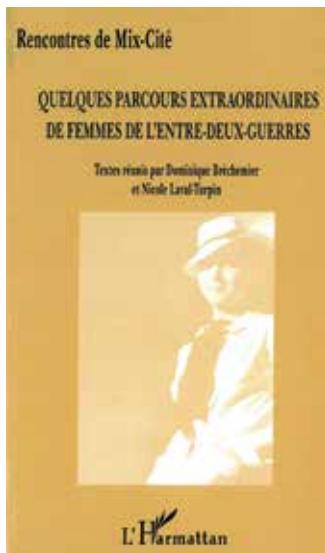
La BMD était partenaire ou intervenante dans plusieurs colloques ou autres manifestations en 2016, en particulier :

à Orléans, les 15 et 16 septembre

La 6^e édition du colloque annuel *Femmes des Lumières et de l'ombre*, organisé par Mix-Cité 45, s'est tenue les jeudi 15 et vendredi 16 septembre à la médiathèque municipale d'Orléans. Consacré cette année à la période 1815-1870, et intitulé *De George Sand à Louise Michel. Combats politiques, littéraires et féministes*, le colloque était présidé par Martine Reid et a été ouvert par Christine Planté. Le programme (que l'on peut consulter sur le site de la médiathèque : <http://www.bm-orleans.fr/userfiles/file/programme%20au%20final%20%281%29.pdf>) était dense et s'est attaché à présenter les « icônes » de la période comme Flora Tristan, George Sand et Louise Michel, mais aussi des figures sans doute moins connues du large public que les organisatrices souhaitent toucher, comme la pédagogue et féministe Marie Pape-Carpantier, la poétesse Louisa Siefert, ou l'écrivaine et féministe espagnole Concepción Arenal.

La première journée du colloque s'est terminée au **musée des Beaux-arts** avec une belle lecture commentée de textes de Louise Michel, par Nicole Savey et Monique Surel, suivie d'une passionnante « visite guidée » de quelques œuvres de femmes peintres parmi les collections du musée. Les actes du colloque de 2015, *Quelques parcours extraordinaires de femmes de l'entre-*

deux-guerres, viennent de paraître, avec un texte introductif d'Annie Metz et un texte d'Anne-Marie Pavillard, membre de notre association, sur Camille Drevet.



à Saint-Sauveur-en-Puisaye, les 8 et 9 octobre

La BMD a été partenaire du [Festival international des écrits de femmes](#), pour sa cinquième édition, intitulée *Féminismes*. Annie Metz y a fait une présentation de la bibliothèque et de ses collections.

On trouvera pages 31-32 un compte rendu de ces deux journées, au programme particulièrement fourni.

à Paris, Mairie du 4^e arrondissement, les 21 et 22 octobre

La BMD a participé au colloque des Archives Recherches Cultures Lesbien(ne)s intitulé *Mémoires et transmission des archives lesbiennes et féministes*. Annie Metz y a présenté les ressources de la bibliothèque et a également participé à un atelier sur les dons, donations et legs.

Ilana Eloït consacre un compte rendu détaillé à ce colloque pages 27-29.

Achats remarquables

Comme nous l'avons signalé plus haut, la soirée du 15 juin à la BMD a été l'occasion de présenter au public l'achat exceptionnel, réalisé au début de l'année 2016, d'un recueil intitulé *La bibliothèque féministe et féminine et ses amis, 55 rue de Seine - L'Effort féminin*. Il s'agit d'un volumineux album (42 x 37 cm) de 88 feuillets, réalisé en 1928, relatif à l'association et à la bibliothèque créées en 1924 par Eugénie Chulliat – sœur de la fondatrice du journal *La Française*, Jane Misme – et son mari Maurice Chulliat, propriétaire de la librairie et des éditions Ducrocq, 55 rue de Seine. La bibliothèque, « fondée pour recueillir ce qui [était] écrit par ou pour les femmes avec un but de propagande et de documentation », disparut en 1936, faute de moyens, et sans laisser de traces, hormis les quelques coupures de presse et cartons d'invitation du dossier « Madame Chulliat » conservé à la BMD. L'album présente les activités et les membres de l'association, chacun.e ayant composé sa propre page avec les matériaux de son choix : coupures de presse, manuscrits, photographies, dessins, aquarelles...

À la fois document et œuvre d'art, ce volume est une pièce unique et précieuse.



Page réalisée par Louise Pichard



Page réalisée par Thérèse Darche

Parmi les autres achats remarquables de 2016, on retiendra aussi :

• **un choix de lettres autographes :**

- 1 lettre de **George Sand** du 4 décembre 1854, à Ganneval, avocat de sa fille Solange, à propos des démêlés de celle-ci avec son mari, le sculpteur Clésinger, au sujet de la garde de leur fille Jeanne. Rappelons que selon certains auteurs, Clésinger serait le père de Marguerite Durand
- 4 lettres de l'écrivaine **Amable Tastu**, dont une adressée à la pionnière féministe **Eugénie Niboyet**, fondatrice du journal *La Voix des femmes* en 1848
- 1 lettre de **Rosa Bonheur** du 4 janvier 1899, quelques mois avant sa mort, où elle évoque son atelier de By, et la peintre Anna Klumpke, qui sera sa dernière compagne et sa légataire universelle
- 1 ensemble de 29 lettres, entre 1906 et 1908, de l'écrivaine et occultiste **Anne Osmont** à Maurice Feuillet, illustrateur et critique d'art. Anne Osmont collabora à *La Fronde* et à *La Revue d'art dramatique*
- 2 lettres (sans date) d'**Yvette Guilbert** à Laure de Cheigné, l'une des inspiratrices de Proust ; dans l'une de ces lettres, elle parle de son retour à l'Eldorado, où elle débuta en 1889 : « Yvette remettra sa robe verte...élargie !!! et ses gants noirs pour chanter les couplets de notre jeunesse ! Venez, on palpera cinq minutes aux souvenirs des soirs intelligents disparus ...»

- 9 lettres, entre 1911 et 1933, d'**Harlor**, qui dirigea la bibliothèque à la mort de Marguerite Durand, on l'a dit plus haut ; la plupart sont adressées à Lucien Descaves, écrivain naturaliste et socialiste libertaire

• **un choix de photographies**

- une photographie de la communarde **Paule Minck**, par Lopez

- une photographie par **Eugène Pirou**, avec dédicace autographe de **Madeleine Brès**, première femme française inscrite à la Faculté de médecine, qui soutint son doctorat en 1875

- plusieurs photographies de **Gisèle Freund**, dont un célèbre portrait en couleur de Simone de Beauvoir en 1955.



Madeleine Brès, par E. Pirou.



Simone de Beauvoir © Gisèle Freund.

Nouvelles numérisations

La Française



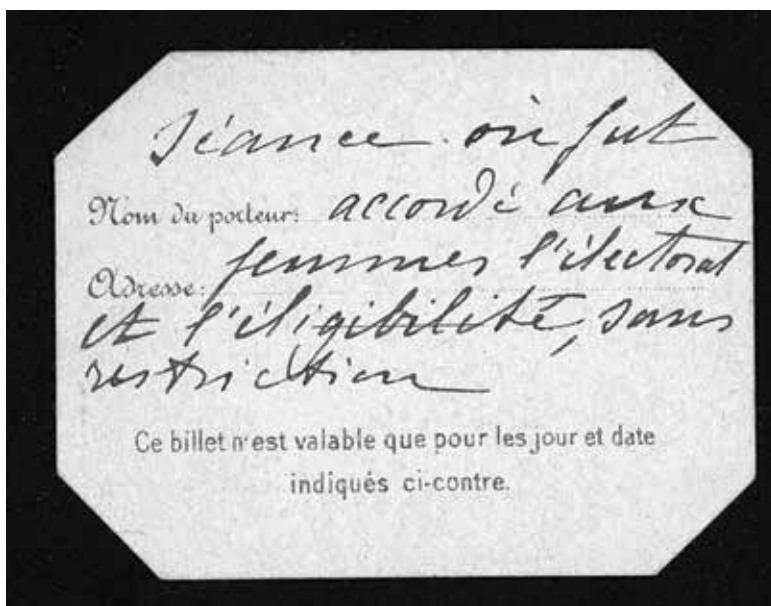
L'hebdomadaire *La Française*, sous-titrée *Journal du progrès féminin*, est depuis le mois de septembre consultable en ligne sur le portail des bibliothèques spécialisées de la Ville de Paris

(<http://bibliotheques-specialisees.paris.fr/ark:/73873/pf0000538883/1906>). On peut faire une recherche en texte intégral, c'est-à-dire retrouver un nom ou un mot dans tout le texte.

La Française est fondée en 1906 par Jane Misme (1865-1935) qui en assure la direction jusqu'en 1926, puis cède la place à Cécile Brunschvicg. Le titre paraît jusqu'en 1940. Jane Misme, qui collabora à *La Fronde*, assura d'importantes responsabilités au sein de l'Union française pour le suffrage des femmes et du Conseil national des femmes françaises. *La Française* est l'un des plus importants titres de presse au service de la cause féministe de la première moitié du 20^e siècle. Rappelons que la BMD conserve un fonds d'archives de Jane Misme, légué par sa fille, Clotilde Brière-Misme, et que les articles de Cécile Brunschvicg sont également consultables sur le site de notre association (<http://www.archivesdufeminisme.fr/ressources-en-ligne/sources-historiques/articles-brunschvicg-la-francaise/>).

Le dossier documentaire « Vote des femmes »

Autre nouvelle mise en ligne récente : celle d'un document très fréquemment consulté à la BMD, le dossier documentaire consacré au vote des femmes, qui est l'un des plus volumineux : 11 boîtes, bien pleines, classées chronologiquement, comportant des documents variés : coupures de presse, notes manuscrites, et *ephemera* divers. Les années 1880 à 1922 sont désormais consultables en ligne ; la suite viendra prochainement. Cet ensemble représente plus de 800 vues, sur lesquelles la recherche plein texte est également disponible, mais n'est toutefois pas efficiente sur les vues reproduisant des pages manuscrites.



Extrait du dossier Vote des femmes, 1919 : verso du billet d'entrée de Marguerite Durand à la Chambre des Députés pour la séance du 20 mai 1919, avec mention manuscrite autographe : *Séance où fut accordé aux femmes l'électorat et l'éligibilité, sans restriction.*

Il faut en revanche signaler qu'en raison d'une nouvelle interface de consultation des documents numérisés, *La Fronde* n'est actuellement plus consultable sur notre portail, de même que tous les documents numérisés qui étaient au format PDF. *La Fronde* peut être consulté sur Gallica, et la transcription des manuscrits de Marguerite Durand sur le site de l'Université de San Diego.

Actualités du Centre des Archives du Féminisme

Classement de fonds



Aude Mailloux classant le fonds D'Une Rive à l'Autre.

• Archives de l'association D'une Rive à l'Autre

Les archives (3,30 mètres linéaires) de cette association nantaise d'accompagnement aux personnes victimes de violences sexuelles, ont été classées de mi-novembre à mi-décembre 2015 par Aude Mailloux, étudiante de première année de Master Histoire et Document, parcours Métiers des archives, de l'Université d'Angers, sous la direction de son enseignante référente, Bénédicte Grailles, et de France Chabod, sa tutrice de stage.

D'Une Rive à l'Autre a été créée en 1996 par deux thérapeutes, Monique Chon et Dominique Rialland, qui avaient constaté une absence de prise en considération de ces victimes. L'association a mis en place un processus de soins par des entretiens avec des thérapeutes et des accueillantes. Pratiquant une politique de gratuité, elle aidait également les victimes à mener leurs actions en justice avec l'aide d'une avocate. Elle avait aussi à cœur de sensibiliser à la problématique des violences sexuelles par des formations de prévention organisées au sein de l'association, des interventions dans les établissements éducatifs, des conférences et des publications dans le domaine de la recherche. L'association a été dissoute en 2011 du fait de difficultés financières.

• Archives d'Annie Sugier

Les archives d'Annie Sugier (3,3 ml) ont été classées en juillet 2016 par Olivia Mème, étudiante de première année de Master Histoire et Document, parcours Métiers des archives, sous la direction de France Chabod.

Dès les années 1970, Annie Sugier s'est engagée dans le Mouvement de libération des femmes. Elle a été l'une des fondatrices de la Ligue du Droit des Femmes en 1974. Elle a ouvert le premier refuge pour femmes battues à Clichy en 1978 avec le soutien de Simone Veil. Coauteure de plusieurs ouvrages collectifs, notamment *Histoires du MLF*, *Maternité esclave*, *Le livre noir de la condition des femmes*, elle a publié seule *Femmes voilées aux Jeux Olympiques* sur les vingt ans du combat du Comité Atlanta+, un groupe créé par la Ligue du Droit International des femmes sur la question des femmes et du sport. Elle rédige régulièrement des tribunes dans *Libération* et *Le Monde*.

Annie Sugier voilée aux Jeux olympiques d'été de Sydney en 2000, afin de dénoncer l'exclusion des femmes dans certaines délégations olympiques (Fonds Annie Sugier, photographie inconnue).



• Archives de Claire Auzias

Des archives de Claire Auzias (deux boîtes) ont été données par Nelly Trumel à l'association Archives du féminisme, en même temps que les archives de l'animatrice de radio. Elles ont été apportées à la BU d'Angers par Elisabeth Claude, coanimatrice de l'émission Femmes libres.

Ces documents ont été classés dans le cadre d'un cours d'archivistique de Charly Jollivet, ATER en archivistique à l'Université d'Angers, avec ses étudiants Julien Girard, Ben-Ousséni Mansour, Baudouin Pineau et Jean-Philippe Wingeier. On y trouve des revues de presse et des bulletins d'associations datant des années 1970-1980 et des productions universitaires de Claire Auzias, née en 1951, docteure en Histoire et spécialiste de l'étude des Roms et de l'anarchisme. Dès l'âge de 17 ans, en mai 1968, elle participa à la création d'un comité d'action lycéen. Sa thèse de doctorat, soutenue en 1980, porte sur les mouvements libertaires à Lyon avant la Seconde Guerre mondiale. Elle est l'auteure de nombreux articles et ouvrages en rapport avec l'histoire des femmes, de l'anarchisme et des minorités ethniques, dans le cadre de sa ville d'origine, Lyon.

Collecte de fonds

• Archives de l'association Simone de Beauvoir (Nantes)

Les archives de l'association Simone de Beauvoir (40 ml + affiches) ont été données à l'association Archives du féminisme et ont rejoint le CAF le 19 octobre 2015.

Cette association loi 1901, créée en 1991 à Nantes, défend et promeut les droits des femmes dans tous les domaines et sous différentes formes (centre d'information, lieu passerelle entre différentes associations, bibliothèque sur le féminisme et sur les femmes, lieu d'expositions, de manifestations, de conférences, de projection de films).

Le classement des archives de l'espace Simone de Beauvoir ne pourra pas se faire dans le cadre traditionnel de stages universitaires car elles sont trop volumineuses. Avec la future création d'une Licence professionnelle en Archivistique à l'université d'Angers, la BU d'Angers espère pouvoir recruter un(e) apprenti(e) archiviste à la rentrée universitaire prochaine pour ce travail qui pourrait durer une année.

• Archives du Collectif CIVG de l'hôpital Tenon (Paris 20^e)

Josée Pépin, militante féministe, a fait don à l'association Archives du féminisme des archives du Collectif CIVG (Centre d'interruption volontaire de grossesse) de l'hôpital Tenon. Elle a elle-même apporté à la BU d'Angers les archives de ce collectif qui regroupe des associations, des syndicats de l'hôpital (CGT et Sud-Santé) et des organisations politiques. Au total, cinq classeurs, deux DVD et une banderole ont rejoint le CAF le 14 avril 2016.

Ce collectif s'est créé pour lutter pour la réouverture du centre CIVG de l'hôpital Tenon qui avait fermé pendant l'été 2009. Il s'est réuni hebdomadairement pendant deux ans, au centre social La vingtième chaise (20^e arrondissement) puis, de septembre 2011 jusqu'à septembre 2013, tous les mois, pour faire face aux intégristes catholiques. Le lobbying et les manifestations de ce collectif ont pu aboutir, en octobre 2013, à l'ouverture d'un nouveau centre IVG indépendant de la Maternité, avec du personnel motivé et des locaux flambant neufs.



Josée Pépin à la BU d'Angers,
le 14 avril 2016.

• Complément d'archives (fonds Huguette Delavault)

Claudine Hermann a fait don à la BU d'Angers, en septembre 2015, d'un CD-Rom renfermant le contenu de l'ordinateur d'Huguette Delavault à sa mort en 2003. Ce document vient compléter le fonds d'archives CAF d'Huguette Delavault (1924-2003), mathématicienne qui exerça des responsabilités dans plusieurs associations féministes telles que l'AFFDU (Association Française des Femmes Diplômées des Universités), Femmes et sciences, Femmes et mathématiques et Demain la parité.

• Numéros de Ms. magazine

Une vingtaine de numéros (de 1972 à 1979) du magazine féministe américain Ms. ont été envoyés à la BU d'Angers le 2 février 2016 par courrier postal. Ce don de Karen Offen, historienne américaine, auteure d'ouvrages sur l'histoire des femmes en Europe, permet de compléter la collection lacunaire de la bibliothèque.

Valorisation des fonds



Marie-France Casalis, ancienne responsable du MFPPF, visitant l'exposition, le 22 mars 2016.



Vitrine de l'exposition.

• Exposition « La loi Veil d'hier à aujourd'hui »

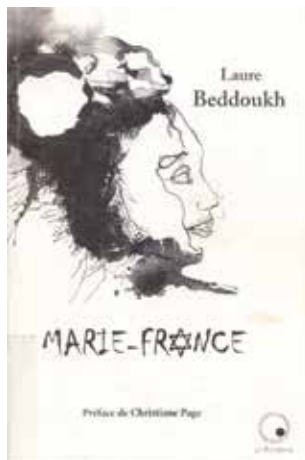
Du 26 février au 26 avril 2016, la BU d'Angers a accueilli l'exposition « La loi Veil d'hier à aujourd'hui », conçue et prêtée par l'université François-Rabelais de Tours, avec des reproductions d'archives du CAF. Dix panneaux mettaient en lumière l'histoire de l'avortement, tant du point de vue médical que sociétal et juridique, avant et après la Loi Veil de légalisation de l'avortement. Elle abordait aussi les thèmes de l'éducation à la sexualité et à la contraception et dressait un bilan de la situation de l'avortement dans le monde. Une sélection d'archives et de livres complétait cette exposition qui a suscité des réactions assez vives dans le livre d'or (pour la plupart élogieuses, mais certaines franchement misogynes).

Cette exposition a été signalée en une de *Ouest France* (13 avril 2016) et dans *Le Courrier de l'Ouest* (25 mars 2016). Elle a donné lieu à un reportage de *Angers Télé* dans le Journal du 15 avril 2016 (<http://angers-tele.fr/le-journal/?video=4748>).

Différents sites internet l'ont mentionnée, tels que la Synthèse de l'actualité du Service des droits des femmes et de l'égalité de la Direction générale de la cohésion sociale du 14 mars 2016, le site du département de Maine-et-Loire (rubrique Agenda), le site de Mobilis (Pôle régional de coopération



Livre d'or de l'exposition.



Couverture de *Marie-France*, pièce de théâtre de Laure Beddoukh.

des acteurs du livre et de la lecture en Pays de la Loire), ou le site du magazine d'information *Angers Mag*.

• Publication d'une pièce de théâtre à partir d'un manuscrit inédit du CAF

Suite à sa consultation des archives littéraires de Laure Beddoukh, Gersende Cannarella, étudiante de deuxième année de Master Méti-ers du livre et de l'édition à Rennes 2, a publié en 2016 la pièce de théâtre inédite de Laure Beddoukh, *Marie-France*, aux éditions Le Moucheron, maison d'édition qu'elle a elle-même créée en août 2015 aux Rosiers-sur-Loire, dans le Maine-et-Loire.

Ce texte, entre fiction et réalité, raconte l'évolution d'une Juive française, Annie, durant l'Occupation allemande, témoin de la lâcheté des uns face à l'humanisme des autres.

• Rédaction d'un mémoire universitaire sur le CAF

Le CAF est devenu objet d'études. Candice Payet, étudiante à l'université d'Angers, l'a en effet choisi comme sujet de recherche pour son mémoire de Master 1 Histoire et document (parcours Bibliothèques) intitulé *Les fonds consacrés aux femmes et au féminisme en bibliothèques : l'exemple du Centre des Archives*

du Féminisme d'Angers, sous la direction de Valérie Neveu. Elle résume ainsi ce travail qu'elle a soutenu publiquement en juin 2016 devant Valérie Neveu et Christine Bard : « Comment intégrer des fonds consacrés aux femmes et au féminisme dans les bibliothèques en France ? Ce mémoire de recherche tente de répondre à cette question en exposant les différents enjeux bibliothéconomi-ques à prendre en compte et les solutions possibles. C'est particulièrement à travers l'exemple du Centre des Archives du Féminisme localisé à l'Université d'Angers que cette problématique sera mise en lumière. »

La valorisation du fonds Benoîte Groult

• Projet d'édition en ligne du dossier génétique de *Mon évasion* et crowdsourcing

Un projet d'édition en ligne du manuscrit *Mon évasion*, de Benoîte Groult, est mené par des laboratoires de recherche de l'université de Grenoble (LITT&ARTS et LIDILEM) et de l'université d'Angers (CERIEC). Copiloté à Angers par Cécile Meynard (enseignante spécialiste du XIX^e siècle, de l'écriture du moi et de l'édition numérique), il vise à numériser le manuscrit et à le publier sur un site web développé et hébergé par l'université de Grenoble, accompagné de la transcription dactylographiée de chaque feuillet, de notes et de commentaires. Le travail de transcription sera ouvert à tous (crowdsourcing), puis suivi d'une relecture par les chercheur(euse)s.

Ce projet a déjà abouti à la numérisation du manuscrit de *Mon évasion*, ce qui permet à la responsable du CAF de le publier progressivement dans Calames (Catalogue en ligne des archives et des manuscrits de l'Enseignement supérieur), comme le sont la quasi totalité des inventaires des fonds du CAF.

Il a aussi donné lieu à une journée d'études intitulée « Crowdsourcing et édition : Benoîte Groult, *Mon évasion* », organisée par Cécile Meynard, le 21 octobre 2016 à la Maison de la Recherche Germaine Tillion à Angers.

• Hommage à Benoîte Groult et exposition « Benoîte Groult, *Mon évasion*, un manuscrit à partager »

À l'occasion de cette journée d'études, France Chabod et Cécile Meynard ont conçu l'exposition « Benoîte Groult, *Mon évasion*, un manuscrit à partager » (titre trouvé par Nathalie Clot), aidées en cela par Maxime Szczepanski, responsable de la BU Belle Beille (Angers) et de Laurence Le Gal.



Affiche de l'exposition.

Cette exposition, à découvrir jusqu'au 16 décembre 2016, se compose de cinq vitrines de feuillets manuscrits de *Mon évasion*, de photographies de B. Groult et de traductions étrangères de son autobiographie, ainsi que d'aphorismes de l'écrivaine émaillant les murs de la galerie haute et de l'escalier de la BU d'Angers. Ces archives nous révèlent comment B. Groult a repris et refondu en 2008, dans une perspective autobiographique, un livre qu'elle avait publié en 1997, *Histoire d'une évasion*, pour donner naissance à *Mon évasion*.



Vitrine d'exposition intitulée « Quatre versions pour un prologue ».

Les filles aînées de l'écrivaine féministe, Blandine et Lison de Caunes, nous ont fait l'honneur de participer à l'hommage rendu à B. Groult durant le vernissage, le 21 octobre 2016. Elles ont pu auparavant visiter le CAF. Elles ont remis ce jour-là à la BU d'Angers quelques archives et des ouvrages pour compléter le fonds Benoîte Groult du CAF (classé en 2013). Il s'agit de correspondance entre les éditeurs Grasset & Fasquelle et des éditeurs néerlandais, allemand et tchèque souhaitant publier *Mon évasion* en langue étrangère. À cela s'ajoute une quarantaine d'ouvrages de Benoîte Groult traduits dans différentes langues.

D'autres projets devraient voir le jour en 2017, autour des manuscrits de B. Groult, notamment



Aphorisme de Benoîte Groult sur le mur de l'escalier de la BU d'Angers



Lison et Blandine de Caunes lors du vernissage de l'exposition.



Didier Boisson (doyen de la faculté de Lettres, langues et sciences humaines de l'université d'Angers), Philippe Simoneau (vice-président de la commission Recherche de l'université d'Angers), Christine Bard et Cécile Meynard lors de l'hommage à Benoîte Groult.

la tenue d'un colloque sur les discours et les conférences de l'auteure d'*Ainsi soit-elle* et sur la transcription collaborative, accompagné, éventuellement, d'une exposition à la BU d'Angers.



Francine Giron, Frédéric Lefebvre, Valérie Caro (bibliothécaire à l'université de Tours), Sandrine Leturcq (conservatrice responsable de la BU de médecine à Tours), Roland Tallec (doctorant stagiaire à Tours), Lucy Halliday (étudiante en Master 2 Histoire à Angers), Florence Beauvelet.

able de la diffusion DRAC des Pays de la Loire, Astrid Corbineau, sa stagiaire, Carole Douillard, artiste plasticienne et performer et Myriam Coco, stagiaire archiviste ont, elles aussi, visité le CAF afin de préparer un projet artistique. Carole Douillard est en effet accueillie dans le cadre



Myriam Coco, Vanina Andreani, Carole Douillard, France Chabod, Astrid Corbineau, Lucie Plessis, Amandine Jamin

Autres projets et réalisations du CAF

• Visites du CAF et projet artistique

Des visites du CAF sont régulièrement organisées, à raison d'une par mois environ. Parmi les visiteurs, citons le député de la 1^{ère} circonscription des Français établis hors de France - Amérique du Nord, Frédéric Lefebvre, accompagné, le 26 février 2016, de l'ancienne déléguée régionale aux droits des femmes des Pays de la Loire, Annick Le Ridant, d'une élue de Saint-Nazaire, Florence Beauvelet et d'une éditrice, Francine Giron.

Le 20 juin 2016, Lucie Plessis, chargée de mission arts plastiques à l'université d'Angers, Amandine Jamin, son assistante, Vanina Andreani, responsable de la diffusion DRAC des Pays de la Loire, Astrid Corbineau, sa stagiaire, Carole Douillard, artiste plasticienne et performer et Myriam Coco, stagiaire archiviste ont, elles aussi, visité le CAF afin de préparer un projet artistique. Carole Douillard est en effet accueillie dans le cadre d'une résidence d'artiste de mi-septembre à fin novembre 2016, en lien avec le Frac, la galerie 5 (abritée à la BU d'Angers), l'UFR LLSH, la SFR Confluences et la BU d'Angers. Durant le temps de sa résidence à l'UFR LLSH, elle travaille en exploitant notamment les ressources du CAF. Dans ce cadre, et à titre exceptionnel, elle peut travailler à la BU, notamment dans la grande réserve et dans le magasin, pour consulter essentiellement les archives du CAF et le fonds documentaire féministe. Elle est autorisée à prendre des photos sans flash et à les réutiliser dans ses œuvres. Une exposition consécutive sera organisée dans la Galerie 5 (BU d'Angers) du 8 décembre 2016 au 11 mars 2017.

• Collecte du web féministe

Un partenariat s'est mis en place avec la BnF, responsable du dépôt légal de l'internet, pour la sélection et la collecte de sites internet féministes. Après une formation à l'outil de la BnF, BCweb, des sites féministes sont régulièrement sélectionnés et collectés par la responsable du CAF dans la rubrique « Mouvements sociaux et Solidarité(s) ».

• Calames, plan de sauvegarde et état des fonds du CAF

À la suite d'un appel à projet de l'ABES (Agence Bibliographique de l'Enseignement Supérieur), Eve Jullien, archiviste autentrepreneuse, a été embauchée durant six mois par la BU d'Angers pour poursuivre la conversion rétrospective des inventaires du CAF dans Calames. Elle a aussi réalisé un plan de sauvegarde des collections patrimoniales de la BU d'Angers (dont celles du CAF) et un état des fonds qu'il sera ensuite aisé de compléter régulièrement.

• Don de documentation féministe à la Voltairine

Une bibliothèque de livres et de revues féministes d'occasion, la Voltairine, a ouvert ses portes à Angers. Elle est gracieusement hébergée par les « Casse-croûte de Suzy », sandwicherie située dans une rue piétonne angevine (3 rue de l'Espine). Le 8 décembre 2015, la BU d'Angers a donné des ouvrages et des revues féministes (3 ml d'exemplaires multiples de la BU) à cette bibliothèque qui pourrait accueillir le prochain comité de suivi du CAF. D'autres dons pourront se faire ultérieurement.

France Chabod

Témoignage d'une utilisatrice du CAF

Étudiante en Master 2 Recherche en Histoire et Civilisations comparées à Paris Diderot-Paris 7, je suis en train de faire mon mémoire de Master sous la direction de Mme Gabrielle Houbre sur l'initiation et l'éducation à la sexualité de 1895 à 1925. Je m'intéresse plus précisément, dans une perspective d'histoire culturelle et du genre, à la façon dont cette question a été appréhendée par les féministes et à la manière dont elle a été représentée dans la presse satirique et humoristique. Dans ce cadre, j'ai été amenée à me pencher sur le fonds Cécile Brunschvicg du Centre des Archives du Féminisme, afin de tenter de comprendre notamment quel écho le débat sur l'éducation sexuelle, lancé d'abord par les médecins à la fin du XIX^e siècle, a eu dans le Conseil National des Femmes Françaises (CNFF) – le fonds du CNFF documentant en grande partie la période ultérieure à celle qui m'intéresse ici. Le dépouillement de ce fonds a été assez fructueux puisqu'il m'a permis de mesurer l'importance que certaines féministes, et notamment Mme de Witt-Schlumberger, qui était d'une grande influence dans le CNFF, donnaient à la question de l'éducation sexuelle après la Première Guerre mondiale. En croisant ces archives avec d'autres sources que j'ai déjà dépouillées, je peux ainsi, entre autres, tracer une évolution de l'avant-guerre à l'entre-deux-guerres : l'éducation sexuelle ne doit plus être donnée seulement par les parents, et notamment la mère, mais doit être complétée par un enseignement à l'école. Ce point du vue est cependant loin de faire l'unanimité, comme le montrent des articles de presse de *La Française* conservés dans le Fonds Brunschvicg, où des féministes répondent à des opposants à l'éducation sexuelle qui y voient « une initiative de quelques célibataires ».

Sarah Sidman

Archives féministes de Toulouse

Les archives du laboratoire Simone/SAGESSE (enseignements et recherches féministes et sur le genre de l'Université de Toulouse 2-Le Mirail, aujourd'hui Toulouse Jean Jaurès) viennent d'être versées au Service des archives de l'Université, actuellement dirigé par Bernadette Henny-Schemid¹. Ces archives correspondent à une centaine de cartons et couvrent les activités du laboratoire sur la période 1976-2014². Sur l'ensemble de la période ces archives comprennent celles du GRIEF (Groupe de recherche interdisciplinaire d'étude de femmes de 1978 à 1990), de l'équipe SIMONE (1986-1996), puis de SAGESSE (Savoirs, genre et rapports sociaux de sexe) de 1997 à 2009 et enfin ARPEGE à partir de 2007.

Ces archives sont constituées de documents papiers, d'affiches, de quelques photos ou CD et concernent :

- les colloques, dont celui de 1982 organisé à Toulouse, 1989, 1994, 1998, 2002, 2006... les séminaires (maîtrise, DEA et doctorat) et les conférences publiques,
- les créations de postes fléchés Études féministes en 1985, 1991 et 2009, les créations des UV ou UE avec les polycopés, la création du DESS professionnel de sociologie sur les politiques sociales et les rapports sociaux de sexe en 1993 (aujourd'hui master 1 et 2 professionnel « Genre, égalité et politiques sociales »), avec l'ensemble des programmes et listing des étudiant-es,
- les contrats et les rapports de recherche, les publications collectives aux Presses universitaires du Mirail, notamment des colloques, les listes des membres de l'équipe et des doctorant-es,
- les relations avec les institutions internes (les conseils de l'université) pour le fonctionnement et les crédits et locaux accordés,
- les partenariats externes : collectivités locales (mairie et région) et étatiques (ministère et service Droits des femmes),
- les correspondances, les changements de statut administratifs et intitulés suite aux réformes universitaires.

Par ailleurs, l'équipe SAGESSE avait reçu en dépôt une partie importante des archives de la Maison des femmes de Toulouse (1976-1985) et de son Ciné-club (1977-1993). Le fonds de la MDF est composé de tracts, affiches, livrets de comptes, comptes rendus de réunions, correspondance, brochures, articles de presse, des agendas des années 1977-1979-1980-1982-1983-1984, etc. Parmi les archives du Ciné-club des femmes, on retrouve la programmation des séances, des affiches de films, des brochures, etc.

Des militantes avaient elles aussi déposé leurs archives privées dans les années 1980-1990 : Monique Haicault (tracts issus du MLF de Toulouse, situé 30 rue des Blanchers, du MLAC et du GLAC ; textes issus du X^e congrès mondial de sociologie qui s'est tenu à Mexico entre le 16 et le 22 août 1982 ; dossiers concernant la lutte des femmes pour la paix, le féminisme et l'écologie puis le cinéma) ; Marie-France Brive (notes et coupures de presse) ; Agnès Fine (quelques numéros de revues féministes ; tracts, journaux, comptes rendus de réunions, lettres, issus du Mouvement des groupes femmes de Toulouse ; revues, brochures, bulletins et documents intérieurs issus de la Ligue communiste révolutionnaire) ; Nicole Décuré (tracts, textes, etc. issus du mouvement féministe international ; quelques numéros de revues) ; Alice et Marie-Thérèse (tracts, articles de presse, etc. issus/sur le mouvement des femmes suisse, autrichien, allemand, espagnol, portugais, anglais, irlandais, scandinave, russe, européen, américain, québécois, chinois, africain, Moyen-Orient, Asie et Amérique Latine) ; brochures, articles de presse en lien avec l'Année Internationale de la Femme

¹ <bernadette.henny-schemid@univ-tlse2.fr>

² Pour un historique sur la période 1976-1996, cf. Jacqueline Martin, « Histoire des enseignements et recherches féministes à l'Université de Toulouse-Le Mirail », in *Les femmes et l'Université en Méditerranée*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1999, p. 249-267.

en 1975). Ne pouvant être conservés par les archives universitaires, tous ces dossiers viennent d'être cédés aux Archives municipales de Toulouse auprès de Pascale Jacquelin-Manoukian³.

Au mois de juillet 2016, des militantes (Françoise Courtiade, Brigitte Boucheron et Jacqueline Julien) ont également déposé aux Archives municipales de Toulouse les archives de l'association Bagdam Café (fondée en 1988, devenue Bagdam Espace lesbien en 1999) et un important fonds sonore (enregistrements des émissions de la radio *Mille et Une Femmes*, une radio créée en 1981 par le collectif femmes de la radio toulousaine *Barbe Rouge* et par quelques militantes ayant participé à une rencontre féministe nationale organisée à Toulouse en juin 1980).

Jacqueline Martin,
retraîtée de l'Université de Toulouse-Le Mirail
Justine Zeller,
doctorante en histoire contemporaine
à l'Université de Toulouse Jean Jaurès



Équipe Simone, UTM, 1989-1990. De gauche à droite : Jacqueline Martin (assistante en économie), Monique Membrado (chargée de recherche en sociologie), Marguerite Girier-Dufournier (AS), Emma Santana (assistante en sociologie), Christiane Rondi (secrétaire en sociologie), Michèle Lalanne (MCF en sociologie), Annie Rieu (chargée de recherche en sociologie), Laure Ortiz (assistante en droit rattachée à histoire), Marie-France Brive (MCF en histoire contemporaine).

³ <pascale.jacquelin@mairie-toulouse.fr>



Rachel Bled au Croisic, 2009.

Rachel Bled est décédée le 22 août 2016, elle avait eu 59 ans en janvier. Lesbienne et féministe, elle milite dans l'association Femmes entre elles - FEE de Rennes. En 1998, elle rejoint le Réseau Femmes d'Ile-de-France puis crée en 1999, avec Evelyne Rochedereux et Anne-Marie Thuriot, CIBEL (la Compagnie des Insoumises, Baladines, Enthousiastes et Lesbiennes), association féministe et lesbienne qui a la volonté, entre autres, de mener des réflexions et des actions d'ordre politique, économique et social. Rachel Bled est une artiste ; sa créativité est une richesse pour la vie de l'association : création du logo, illustration du bulletin *L'échappée Cibel*, organisation de week-ends ludiques, pédagogiques, artistiques ; articles et poèmes ; chansons, décors et costumes de théâtre ; caricatures...

Née à Tréboul dans le pays de Douarnenez, au sein d'une famille modeste de six enfants dont elle est la seule fille, il lui faudra beaucoup de caractère pour s'imposer dans la fratrie. Et du caractère elle en a ! Pour aider sa famille et comme ses frères, elle multiplie les petits boulots pendant les vacances scolaires. Voici les paroles d'une de ses chansons « *Mes groles* » : « *J'ai entraîné mes groles par tous les métiers / De la boulangerie jusqu'au poissonnier / J'ai usé ma bosse à garder les mioches / J'ai vidé les chiottes et goûté du balai !* »

In Memoriam

Rachel Bled, l'artiste de CIBEL

Son baccalauréat en poche, elle quitte Douarnenez et monte à Paris, puis elle s'installe en Savoie où elle trouve un emploi en usine. Continuons à l'écouter : « *Comme tout un chacun j'ai connu l'usine / L'usine à machin avec ses machines / Où à vous rendre dingue j'ai fait des boulons* »... Elle travaille effectivement à l'usinage de pièces métalliques. Elle étudie, seule, pour accéder au statut de technicienne et en 1997 revient en Bretagne, à Fougères, où elle est embauchée dans une usine fabriquant des roulements à billes pour l'industrie automobile. Toute sa vie Rachel a revendiqué son statut de prolétaire.

Le fonds culturel de la famille était riche. Un grand-père avait été peintre amateur ; le père résistant et photographe ; la mère avait étudié les mathématiques au-delà du baccalauréat. Nul doute que Rachel avait hérité de dons remarquables. Elle était une artiste aux multiples facettes : compositrice, guitariste et interprète de ses chansons. Elle avait formé un groupe de musiciens qui l'accompagnaient au cours de ses nombreux concerts. Elle était aussi dessinatrice et peintre. Son inspiration ? D'abord la Bretagne, qu'elle chante : « *sa voix prenait aux tripes quand elle chantait des chansons de marins, jusque-là réservées aux hommes* » a dit très justement l'un de ses frères au cours de la cérémonie des funérailles. La Bretagne dont elle peint la mer, les ports, les bateaux. Son autre source d'inspiration : les lieux féministes, les femmes, ses amours. Chansons poétiques souvent empreintes de mélancolie mais non dénuées d'humour pour autant. Le 8 mars 2005, elle avait été invitée à interpréter ses chansons à la mairie de Paris devant un public enthousiaste. En 2003, un cancer du sein très sévère la touche ; elle se relève mais est rattrapée en 2015. Le fonds d'archives de CIBEL sera déposé au Centre des Archives du Féminisme et permettra de découvrir la richesse de la créativité de Rachel Bled.

Evelyne Rochedereux

Colloques, journées d'étude, rencontres ...

Aux marges de la capitale ? Mouvements féministes et homosexuels en régions

Journée d'étude

Toulouse, 15 décembre 2016

Le jeudi 15 décembre 2016 se tiendra la journée d'étude « *Aux marges de la capitale ? Mouvements féministes et homosexuels en régions* » à l'Université Toulouse 2 – Jean Jaurès (9h-17h, Salle D31, Maison de la Recherche).

L'échelle de prédilection des recherches sur les mouvements féministes et homosexuels est nationale et les études portent principalement sur Paris et sa région. L'objectif de cette journée d'étude est de faire travailler le jeu des échelles, c'est-à-dire d'effectuer des comparaisons entre espaces de contestation. Il s'agit de mettre en lumière les spécificités régionales par rapport à la situation parisienne et d'examiner les transferts de valeurs, les logiques d'entraînement et d'imitation entre espaces de contestation.

Cette journée sera donc l'occasion de parcourir un territoire peu visible en France, celui des spécificités régionales de ces mouvements, et d'établir un panorama des recherches passées et en cours.

Elle est organisée dans le cadre du séminaire doctoral « *Les outils du genre* » d'ARPEGE et de la thématique 4 « *Corpus* » du laboratoire FRAMESPA.

Intervenant.e.s : **Christine Bard** (CERHIO), professeure d'histoire à l'université d'Angers ; **Joane Chabassier**, docteure en sociologie, université de Limoges ; **Jacqueline Martin**, maîtresse de conférence en économie et sociologie, retraitée de l'université de Toulouse Le Mirail ; **Camille Masclet** (Crapul-IEPI / CSU-Cresppa), doctorante en sociologie politique en cotutelle avec l'université de Lausanne et l'université de Paris 8 ; **Lydie Porée**, archiviste et historienne à l'université de Rennes ; **Mathias Quéré**, étudiant en deuxième année du Master Histoire et civilisations modernes et contemporaines à l'université de Toulouse Jean Jaurès ; **Justine Zeller** (FRAMESPA), doctorante en histoire contemporaine à l'université de Toulouse Jean Jaurès.

Colloque « Mémoires et transmission des archives lesbiennes et féministes » (Paris, 21-22 octobre 2016)

C'est dans le somptueux décor de la Mairie du 4^e arrondissement de Paris que s'est tenu le vendredi 21 et le samedi 22 octobre 2016 le colloque des Archives Recherches Cultures Lesbiennes (ARCL) sur le thème « Mémoires et transmission des archives lesbiennes et féministes ». Fondées en 1983 dans l'appartement de Claudie Lesselier, historienne et militante féministe et lesbienne, les Archives Recherches Cultures Lesbiennes, communément appelées « Archives lesbiennes », constituent un lieu unique en France de conservation de l'histoire militante, sociale et populaire des lesbiennes. Aujourd'hui situées dans la Maison des femmes de Paris, subventionnées par la mairie et entièrement gérées par des bénévoles, les ARCL inscrivent leur volonté de préservation et de transmission de l'histoire des lesbiennes dans une démarche féministe de non-mixité et critique vis-à-vis de l'institutionnalisation des archives minoritaires.

Ce colloque a eu lieu dans un contexte triplement particulier, à partir duquel a été posé un large éventail de questions. Tout d'abord, bien que peu valorisées dans un contexte national peu favorable à l'étude des points de vue minoritaires, force est de reconnaître que les recherches sur les lesbiennes ont fait ces dernières années en France l'objet d'un regain d'intérêt à l'université comme dans l'espace public et médiatique qui éclaire d'une lumière particulière l'importance et la nécessité de ce colloque. Parallèlement, qu'il s'agisse des inquiétudes au sujet de l'avenir de la Bibliothèque Marguerite Durand ou de la précarité du Centre Louise Labé, centre de ressources sur le genre de l'Université de Lyon 2, le contexte actuel de réduction des budgets publics pose avec une acuité nouvelle la question de la pérennité des bibliothèques spécialisées et du soutien des pouvoirs publics aux archives minoritaires. Enfin, les perspectives de conservation et de diffusion qu'offrent les nouvelles technologies de numérisation et de partage en ligne constituent le troisième élément d'importance à partir duquel se sont articulées les questions soulevées pendant ces deux jours. C'est donc dans un contexte paradoxal, contraint et prometteur à la fois, marqué par l'émergence de plus en plus évidente de perspectives lesbiennes dans différents champs de recherche en dépit d'une situation préoccupante en matière de soutien institutionnel à l'histoire des minorités de genre et de sexualité, que s'est déroulé ce colloque.

La conférence plénière qui inaugurerait le colloque ainsi que la table-ronde conclusive ont posé des questions centrales relatives à la définition d'un fonds lesbien et aux modes de transmission de ces ressources entre réseaux militants et recherches universitaires, institutions publiques et associations militantes. Comment identifier ces ressources dans des fonds documentaires non estampillés « lesbiens », comment bénéficier de conditions propices à l'accueil de donations, comment assurer la visibilité et l'accessibilité de ces archives ? L'institutionnalisation des archives minoritaires est-elle un passage obligatoire pour assurer la pérennité et la transmission des mémoires militantes ? L'institution n'est-elle pas également un espace de luttes et de militantisme où le combat doit être mené pour la visibilité de ces mémoires ? Enfin, comment concilier l'exigence de non-mixité des ARCL avec une demande de plus en plus large d'accès à ces ressources, notamment dans le cadre du projet du Centre d'archives LGBT de la Ville de Paris ? Ainsi, ce colloque a permis de soulever l'ensemble de ces questions tout en valorisant les ressources sur le militantisme lesbien du Centre des Archives du Féminisme à Angers, de la Bibliothèque Marguerite Durand, du Centre Audiovisuel Simone de Beauvoir, et des ARCL. Productrices comme utilisatrices et conservatrices d'archives se sont succédé lors de différents ateliers qui questionnaient le rôle des différents

supports archivistiques – de l’audiovisuel aux photographies et aux ressources orales – dans l’écriture de l’histoire féministe et lesbienne, et qui interrogeaient, pour le projet « Queercode » notamment, les perspectives ouvertes par le numérique en matière de valorisation et de diffusion de l’histoire des lesbiennes.

Ainsi, ce colloque a permis de replacer au centre de la discussion archivistique la question des conséquences épistémologiques et méthodologiques d’une pratique mémorielle à la fois scientifique et militante, en marge des institutions, réinterrogeant au prisme de l’histoire lesbienne la porosité de ces distinctions. La richesse et la nécessité de tels débats se seraient cependant enrichies d’un questionnement plus profond sur les exclusions en matière de race, de classe et d’histoire coloniale que reproduisent les archives minoritaires, et qui a été au cœur des profonds renouvellements de la notion d’archive dans le champ des études queer et postcoloniales ces vingt dernières années. À ce sujet, on regrettera que ces questions, soulevées lors de l’atelier organisé par les Lesbiennes of Color (LOCs), n’aient pas été prises en compte de manière plus transversale dans l’ensemble des discussions.

Il est incontestable qu’outre la richesse des débats et l’importance des perspectives soulevées pour la visibilité lesbienne dans le champ du militantisme féministe, des études de genre et des sciences humaines en général, la grande réussite de ce colloque aura été de produire un espace intergénérationnel unique et inédit, qui, à lui seul, constituait une formidable réponse, dans l’instant et la réalité de la manifestation, aux questions posées tout au long de ces deux jours. Enfin, quelle apothéose plus symbolique pour un colloque sur la transmission des mémoires lesbiennes et féministes que le chant à l’unisson de l’hymne du MLF par tou-te-s les participant-e-s, des plus jeunes aux militantes historiques du MLF présentes pour l’occasion ? Leurs voix et leurs sourires lumineux irradieront pendant longtemps encore la magistrale salle des fêtes de la Mairie du 4^e.

Ilana Eloit

Signalons le mémoire de Marine Gilis, l’une des initiatrices de ce colloque : « Les archiveuses », cf. p. 47.



Couverture du bulletin des ARL, n°1, juin 1984

« Mémoires et transmission des archives lesbiennes et féministes »

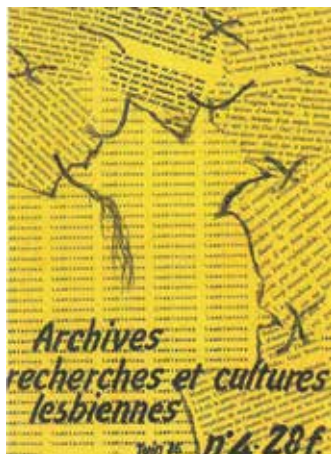
Colloque organisé par les Archives Recherches Cultures Lesbiennes (Paris)
21-22 octobre 2016

Ce colloque a débuté, le vendredi 21 en fin de journée, par une conférence plénière : **Les Archives et les fonds lesbiens en France**, avec **Marine Gilis** et **Michèle Larrouy** (des ARCL), **Catherine Gonnard** (documentaliste multimédia), **Annie Metz** (Bibliothèque Marguerite Durand), **Nicole Fernandez-Ferrer** (Centre audiovisuel Simone de Beauvoir), **Christine Bard** (Archives du Féminisme).

Durant la journée du samedi, trois tranches horaires avec chaque fois plusieurs ateliers en parallèle : **Un site Web peut-il constituer une archive ?** (Cy Jung et Isabelle Thézé) ; **Bobines féministes** (Hélène Fleckinger et Nadja Ringart) ; **Activisme culturel, presse et politiques de la représentation : histoire du militantisme lesbien dans les années 1980** (Ilana Eloït) ; **Mémoires et institutionnalisation des recherches lesbiennes : des espaces toujours marginalisés ?** (Natacha Chetcuti-Osorovitz) ; **Transmettre notre lesbimoine : dons, legs, donations, archives** (Alix Béranger et Annie Metz) ; **Valoriser des fonds d'archives lesbiennes et féministes via une médiation numérique, présentation du projet « queercode.net »** (Isabelle Sentis et Lydie Doléans) ; **Le fonds lesbien du Centre audiovisuel Simone de Beauvoir** (Nicole Fernandez-Ferrer et Suzette Robichon) ; **Pink Boxes** (Isabelle Sentis et Lydie Doléans) ; « Prenez le micro et racontez ! » : **construisons nous-mêmes notre histoire avec nos récits de vies lesbiennes - « Elles ne sont pas sages comme des images »** (Ilana Eloït, Laura Maréchal et Suzette Robichon) ; **Archives lesbiennes, une autre solidarité entre lesbiennes ?** (Lesbiennes of Color, LOCs) ; **Mobilisations et mémoires de lesbiennes globales : Chine, Laos, Vietnam** (Monique Selim et Guo Wenjing) ; **Stéréotypes de genre et hétéronormativité dans la littérature jeunesse** (Sophie Marin) ; **Archives du féminisme** (Christine Bard).

La journée s'est terminée par une table-ronde : **Transmissions de nos mémoires, des réseaux militants aux recherches universitaires**, avec **Christine Bard**, **Natacha Chetcuti-Osorovitz**, **Michèle Larrouy** et **Isabelle Sentis**.

Suivie d'un spectacle : **Oubliées ? Méconnues, les femmes qui écrivent de la musique sont à l'honneur** (œuvres de compositrices jouées au piano par **Marie-Agnès Nataf**) et **Les Guérillères** de **Monique Wittig** (conception et mise en voix par **Géraldine Aulaine**, mise en espace sonore par **Keo Meas**).



Couverture
du bulletin des ARL,
n°4, juin 1986

Crowdsourcing et édition Benoîte Groult, *Mon évasion*

Vendredi 21 octobre 2016, 10h30-16h30
Université d'Angers, Maison de la Recherche Germaine Tillion



10h30-12h30

Le crowdsourcing en questions

10h30 Pauline Moirez (BnF), « Crowdsourcing et patrimoine écrit : vers une co-construction des savoirs »

11h30 Daniel Bourrion (Lab'UA, Angers), « Tous éditeurs ? »

14h-16h30

Un chantier : l'édition en crowdsourcing du manuscrit de *Mon évasion* de Benoîte Groult

14h Anne Vikhrova (Université Grenoble-Alpes), « La plateforme PhuN de transcription de manuscrits d'auteurs : une approche originale pour l'évaluation du crowdsourcing »

14h45 Thomas Lebarbé (Université Grenoble-Alpes), « Changement paradigmatique à l'aune du numérique »

15h30 Cécile Meynard (Université d'Angers) et Elisabeth Greslou (Université Grenoble-Alpes), « D'une évasion à l'autre : valoriser un fonds littéraire »

16h45 Premier étage de la Bibliothèque universitaire

Hommage à Benoîte Groult - Inauguration de l'exposition « *Mon évasion* : un manuscrit à partager »

Féminismes

5^e édition du Festival international des écrits de femmes,

Saint-Sauveur en Puisaye,
8-9 octobre 2016

Depuis 2012, le village natal de Colette accueille, tous les deuxièmes week-ends d'octobre, ce festival dont l'objectif est de « faire connaître la richesse du patrimoine littéraire français en matière d'écrits de femmes et de souligner ses interactions avec les autres cultures, de favoriser les rencontres et les échanges et de mettre à disposition le savoir et les textes ». Il est consacré chaque année à une nouvelle thématique : *Femmes journalistes* en 2012, *Voyageuses* en 2013, *Femmes dans les guerres* en 2014, *Reines du polar* en 2015. Cette cinquième édition, intitulée *Féminismes*, coïncidait avec l'ouverture toute récente de la maison natale de Colette et de ses jardins, après six années de mobilisation et de restauration, grâce à la ténacité et l'enthousiasme de la Société des Amis de Colette et de l'association La Maison de Colette. Le festival a dès sa conception été lié à ce projet autour de la maison, afin de créer à Saint-Sauveur un lieu culturel vivant.

Le choix de la thématique de cette 5^e édition est parti du constat que « l'écriture a longtemps constitué un des principaux moyens pour les femmes de demander plus de place et de dignité dans un monde qui n'était pas prêt à les leur accorder », pour reprendre les termes du flyer de présentation. L'ambition du festival, exprimée dans le pluriel de son titre, était d'embrasser une très vaste période de cette activité d'écriture – littéraire ou journalistique – des femmes au service d'une cause collective ou de leur émancipation individuelle, et cela bien avant l'apparition du mot féminisme, de Christine de Pizan jusqu'aux mouvements contemporains. Parler des féminismes nécessitait d'apporter un éclairage historique au public très large (et très nombreux, cette année) qui fréquente le FIEF ; Michèle Riot-Sarcey et Christine Planté pour « le temps de George Sand », et Christine



Bard pour le féminisme de la 3^e République s'y sont employées avec tout leur talent. Pour les périodes contemporaines, la table ronde sur « le moment Beauvoir » et celle consacrée aux revues féministes dans les années 1970, par celles-là mêmes qui les avaient fondées, étaient elles aussi très éclairantes.

En plus des conférences, débats et tables rondes, le FIEF a présenté cette année trois « grands entretiens » qui ont fait salle comble et permis d'entendre pendant environ une heure chacune Laure Adler, Catherine Clément et Julia Kristeva. Le public a pu apprécier le style très différent de ces trois remarquables oratrices. L'humour de Catherine Clément, qui a abordé des sujets pourtant terribles (les violences contre les femmes en Inde, son pays d'élection) a particulièrement conquis la salle.

Il faudrait encore citer la table ronde animée par Josyane Savigneau qui réunissait des participantes de divers pays, « Fictions contemporaines et féminisme », spécialement vivante et intéressante, ou bien encore les interventions s'interrogeant sur le féminisme d'*Une chambre à soi* de Virginia Woolf, très nuancée, ou sur celui de Colette. Les avis étaient très partagés

quant à cette dernière, et la discussion passionnante.

Un festival d'écrits de femmes, c'est aussi l'occasion d'écouter les textes eux-mêmes. Grâce à Sabine Haudepin lisant Colette et Simone de Beauvoir, ou Andréa Ferréol lisant Olympe de Gouges et Christiane Rochefort, les voix de ces écrivaines nous sont parvenues dans toute leur force. Et c'est également l'occasion d'acheter des livres de femmes, et de les faire signer par leurs autrices, car le FIEF organise chaque année un salon du livre, livre contemporain mais aussi livre ancien, avec la présence de la librairie des Amazones et de la librairie Busser.

Enfin, il faut dire quelques mots du grand privilège qui a été donné aux intervenant.e.s du festival, la veille de l'ouverture : la visite de la maison de Colette et de ses jardins, sous la conduite érudite et passionnée de Frédéric Maget, président de la Société des Amis de Colette et directeur de la Maison, ou, pour un autre groupe, de son incollable biographe, Gérard Bonal. Per-

sonnages essentiels de l'œuvre de Colette, la maison et les jardins ont été minutieusement restaurés à l'identique, grâce aux actes notariés et aux descriptions très précises de l'écrivaine dans ses livres. Le résultat est d'une qualité exceptionnelle (voir le site <http://maisondecolette.fr>). Une pièce de la maison offre une exposition permanente de documents et de photographies sous vitrine, et abritait sur ses murs pendant le festival une belle exposition de la photographe Laurence Prat, « Auteures/Autrices », une série de portraits de féministes contemporaines.

Une édition très réussie, donc, pour ce festival, qui demande chaque année un travail que l'on devine énorme pour les organisateurs et organisatrices, dont la convivialité et la générosité sont à saluer. Notre association a été heureuse d'y être associée.

Le programme complet est toujours consultable ici : http://ecritsdefemmes.fr/wp-content/uploads/2016/08/programmeFIEF2016_web.pdf.

Annie Metz



La maison natale de Colette.

Ouvrages, thèses, mémoires ...

Les féministes de la première vague, sous la direction de Christine Bard,

Rennes, Presses Universitaires de Rennes,
collection Archives du féminisme, 2015, 229 p.

Cet ouvrage, réalisé sous la direction de Christine Bard, regroupe les communications présentées au colloque qu'elle a organisé en mai 2011 à Paris avec le concours du Centre d'histoire de Sciences Po. Dans une longue introduction, elle récapitule les moments forts du mouvement féministe dit de la première vague, dont les spécialistes fixent le début à la fin du Second Empire et l'achèvement vers 1940. Puis elle répartit les articles des intervenantes/intervenants suivant trois pôles.

La première partie rassemble sept articles sous le titre polysémique « La diversité culturelle » ; en effet, les personnalités féministes étudiées et le champ d'application de leurs activités sont très variés, ce qui illustre la multitude de possibilités d'œuvrer en faveur des femmes. En s'intéressant à Hubertine Auclert, Édith Taïeb fait connaître une militante radicale, élevée dans un milieu républicain, favorable aux idées de la Révolution, qui s'engage immédiatement dans la revendication politique en réclamant le droit de vote pour les femmes à égalité avec les hommes. Bien souvent, la philanthropie a permis à des femmes de milieux plutôt bourgeois de se familiariser avec les difficultés spécifiquement féminines et de s'engager dans des associations ou institutions féministes. Ce fut tout particulièrement le cas chez les protestantes évoquées par Gabrielle Cadier-Rey : Sarah Monod ou Julie Siegfried. Présente aussi chez les femmes juives, la philanthropie peut se trouver associée à une volonté de favoriser la spiritualité chez elles, comme le montre Catherine Poujol. Dans l'étude de la franc-maçonnerie et la libre-pensée face aux mouvements féministes, Jean-Pierre Bacot constate combien la résistance à l'intégration des femmes fut longue, il faut attendre 1959 pour que se crée une Grande Loge féminine de France. On doit à Anne R. Epstein un article éclairé sur Anna Lampérière et le mouvement solidariste, qui chemine parfois avec les féministes mais présente aussi des divergences importantes. Comme les féministes, les solidaristes exigent plus de justice sociale mais sans revendiquer l'égalité totale. Elles acceptent le modèle patriarcal de la société, le concept de nature des individus et estiment qu'une éducation féminine intelligente doit donner aux femmes leur juste place dans la société. À côté d'hommes irréductibles comme il s'en est trouvé dans la franc-maçonnerie, il en a existé de sincèrement et courageusement féministes ; à ce sujet, l'article d'Alban Jacquemart rend justice à l'un des hommes les plus durablement et fermement engagés aux côtés des féministes du début du XX^e siècle : Georges Lhermitte, époux de Maria Vérone. Cet homme, authentique républicain et féministe convaincu, a œuvré pour la cause des femmes sans jamais chercher à occuper le premier plan.

Ce panorama révélateur de tendances féministes très variées prouve s'il en était besoin qu'il existe de multiples manières de s'engager en faveur des femmes et que les organisations les plus farouchement républicaines, universalistes et laïques ont rarement été les figures de proue de l'émancipation des femmes. De la variété des origines des militantes, découle l'intérêt pour des aspects divers de leur engagement. Toutefois, ainsi que le montre la deuxième partie intitulée « La question sociale », un grand nombre d'entre elles choisissent la lutte pour les droits sociaux. Colette Avrane présente le cas de Jeanne Bouvier, ouvrière dans le secteur de la couture, tôt syndiquée et qui consacre une grande partie de sa vie à l'obtention d'un salaire décent pour les ouvrières à domicile ; quels que soient les obstacles, elle se bat sans relâche au sein du syndicat de l'habillement pour la défense des femmes les plus exploitées. À travers le cas de Cécile Brunschvicg, Cécile Formaglio

retrace le parcours qui mène une riche bourgeoise de la philanthropie à la prise de conscience féministe et à l'engagement social et même politique, typique des féministes réformistes. Linda L. Clark traite de l'action des féministes appartenant à des professions qualifiées dans les années 1880-1930. Il s'agissait d'abord d'obtenir le droit à l'instruction des filles, ensuite, il fallait que les femmes s'imposent dans un milieu professionnel masculin et obtiennent les mêmes droits, notamment un salaire égal à celui des hommes pour les mêmes qualifications et compétences. À cet égard, on relève le rôle pionnier des femmes enseignantes. Felicia Gordon s'intéresse elle aussi au cas d'une femme qualifiée : la psychiatre Constance Pascal ; à l'opposé de Madeleine Pelletier, elle se conforme dans sa profession au modèle de la femme traditionnelle mais cela impose qu'elle cache sa vie privée, que réprouve la morale. Avec Gabrielle Duchêne et Henriette Brunhes, Sandrine Roll aborde un secteur d'intervention des féministes assez peu connu, la consommation, qui amène à prendre en compte les conditions de travail des ouvrières. Françoise Thébaud propose une nouvelle terminologie : le « féminisme d'expertise » pour désigner l'engagement féministe de femmes de haut niveau intellectuel, qui prônent l'égalité de compétences avec les hommes dans l'activité professionnelle ; Marguerite Thibert représente la femme qui unit des connaissances scientifiques approfondies à la maîtrise des institutions et, ainsi, agit en spécialiste dans les organisations internationales telles que l'OIT pour faire reconnaître les compétences des femmes. Quant à Marcelle Legrand-Falco, évoquée par Christine Machiels, elle lutte sur le terrain de l'abolitionnisme, contre la prostitution réglementée.

Sur le terrain de la question sociale, on remarque que les féministes s'investissent dans de multiples secteurs d'activité. Qu'en est-il des « Enjeux internationaux » traités dans la troisième partie ? Karen Offen rappelle la carrière extrêmement remplie au service de la cause des femmes de Ghénia Avril de Sainte-Croix. Son engagement couvre tous les aspects du combat féministe et elle s'acquitte des responsabilités les plus importantes sur le plan international aussi bien que national. Karen Offen déplore vivement qu'une militante de cette envergure soit aujourd'hui si méconnue en France. La carrière de Marya Chéliga, étudiée par Jean Elisabeth Pedersen, montre l'exemple d'une réfugiée politique polonaise à la personnalité très riche, qui s'investit aux côtés des féministes françaises sans oublier la résistance polonaise et que ses convictions amènent tout simplement à associer internationalisme et nationalisme. Germaine Malaterre-Sellier, à laquelle Alison S. Fell consacre son article, offre le cas d'une militante pacifiste, qui doit à son dévouement en tant qu'infirmière pendant la Grande Guerre d'exercer une certaine influence dans les réseaux politiques, nationaux et internationaux. Quant à Siân Reynolds, elle s'intéresse aux femmes dans les années 1930 et constitue deux échantillons, l'un d'antifascistes, l'autre de pacifistes, qui, ponctuellement, en raison des circonstances, ne s'affirment plus comme féministes sans pour autant cesser de l'être.

La diversité des articles présentés dans les actes du colloque tenu en 2011 à Sciences Po reflète parfaitement la diversité des féministes de la première vague et de leur engagement. On assiste au développement d'un mouvement de fond qui tâtonne encore, à la recherche de moyens d'action efficaces. Le livre dirigé par Christine Bard constitue un excellent ouvrage de travail, de réflexion et même d'initiation.

Mireille Douspis

Les Vies d'André Léo. Romancière, féministe et communarde, sous la direction de Frédéric Chauvaud, François Dubasque, Pierre Rossignol et Louis Vibrac,

préface de Michelle Perrot, Rennes, Presses universitaires de Rennes, collection Archives du féminisme, 2015, 353 p.

L'active collaboration des « amis » d'André Léo regroupés en associations, des érudits locaux qui se sont intéressés à ses publications et de l'Université de Poitiers soucieuse de vulgariser l'œuvre de cette écrivaine, poitevine par ses racines familiales, a permis de rassembler le recueil d'articles de spécialistes qui constituent *Les vies d'André Léo*.

Cet ouvrage, préfacé par Michelle Perrot et précédé d'un avant-propos et d'une longue introduction générale, s'organise suivant trois parties. La première, intitulée « Trajectoires », replace André Léo, née Léodile Béra, dans son temps et l'accompagne dans son cheminement, qui la mène du Poitou à Paris puis en exil en Suisse d'abord, en Italie ensuite. Nicole Pellegrin rappelle que, née en 1824, André Léo est fille de la Révolution dont elle comprend assez vite que les acquis ont « oublié » une moitié de l'humanité : les femmes. Sa rencontre avec le socialiste Pierre-Grégoire Champseix qu'elle épouse en 1851 à Lausanne, où il vit en exil, et la vie au sein d'un milieu politisé développent en elle la fibre militante et le talent d'écrivaine. C'est en effet en Suisse qu'elle écrit ses premiers romans ; de retour en France, elle publie en 1862 *Un Mariage scandaleux* qui la fait connaître peu de temps avant le décès de son mari. Devenue désormais André Léo, elle ne cesse plus d'écrire et d'affirmer ses convictions féministes et socialistes, notamment dans le journal *Le Droit des femmes*. La fin du Second Empire marque pour elle une période féconde : elle s'engage activement lors de la guerre franco-Prussienne et de la Commune de Paris qu'elle fait bénéficier de ses pamphlets. À la suite de la répression de la Commune, elle doit se cacher avant de s'exiler comme le militant Benoît Malon, rencontré quelque temps auparavant. Claude Latta consacre un article à l'amie d'un dévouement indéfectible, Alice Prins, qui hébergea André Léo plusieurs semaines avant qu'elle ne rejoigne l'exil. Les deux derniers articles de la première partie sont consacrés aux vingt-deux années qu'André Léo passe en Italie, à la fin de sa vie et sur lesquelles on est peu renseigné. En 1878, elle quitte Benoît Malon et s'éloigne de la Suisse pour s'installer en terre italienne avec son fils André, devenu agronome ; même après le décès de celui-ci, elle conserve le domaine agricole de Formia. Fernanda Gastaldello, pionnière dans les recherches sur la vie et l'œuvre d'André Léo, révèle avec quel soin et souci d'humanisme et de justice l'écrivaine a pensé son testament.

Après avoir fixé le cadre général, spatial et temporel de la vie d'André Léo, la deuxième partie intitulée « Combats et engagements » développe les causes pour lesquelles elle s'est engagée. En premier lieu, elle a lutté pour la république et l'obtention d'une réelle démocratie, faisant dire à l'un de ses personnages : « La Révolution n'est pas faite, elle est commencée » (Alice Primi, p. 179). Alice Primi montre parfaitement que pour André Léo, tant que subsiste la domination d'une institution – Église, argent, armée ou simplement patriarcat –, l'égalité et la justice républicaines n'existent pas ; le pouvoir s'exerce, autrement dit « le droit de la force ». Pour vulgariser ses idées, elle prend le risque (encore osé de son temps) d'écrire dans les journaux ; elle exprime sous des formes diverses son idéal de société, ses aspirations progressistes et sa conviction que tout est politique. Tout particulièrement sensible à la cause des femmes, elle prend l'initiative de la création d'une association féministe (la première après 1848) : la Société de la Revendication des Droits de la Femme (1868-1870), qu'elle veut non-mixte, afin que les femmes obtiennent leur émancipation par elles-mêmes. Rejetée par les courants socialistes majoritaires, cette association demeure inclassable et fait un peu figure d'utopie. Bien qu'après la Commune, André Léo se désintéresse de

la question du vote des femmes, elle le revendique comme l'un des droits humains fondamentaux. Ainsi que le rappelle Alban Jacquemart, en tant que socialiste, elle défend les droits politiques des femmes, ce qui entraîne conflit et rupture avec Léon Richer. Ce républicain, qui revendique les mêmes droits pour les femmes que pour les hommes, ne partage pas les choix politiques d'André Léo. De la singularité des idées et des prises de position de celle-ci, se dégage l'impression de sa proximité avec les écrivains anarchistes de son temps ; ses convictions socialistes vont de pair avec une sensibilité libertaire. Il revient à Fernanda Gastaldello de souligner l'une des idées fortes et permanentes d'André Léo, à savoir l'importance primordiale de l'éducation. Sans un enseignement qui émancipe les femmes de la tutelle de l'Église, jamais elles n'accéderont à l'égalité des droits et jamais la société ne sera réellement démocratique et républicaine.

La troisième partie intitulée « Une œuvre et ses échos » expose d'une part l'étendue et la richesse de la production littéraire d'André Léo et d'autre part son habileté dans l'utilisation des moyens de diffusion. Elle aborde pratiquement tous les genres : des romans mais aussi des essais et articles d'analyse politique destinés à la propagande, des œuvres pour les jeunes à des fins d'éducation et même une pièce de théâtre dont la représentation sur scène familiarise le public avec des idées nouvelles. Dans cette pièce, *Marianne*, qu'étudie en détails Cécilia Beach, André Léo s'attache à dénoncer l'hypocrisie et la cruauté de la société bourgeoise à l'égard de la femme pauvre, réduite aux diverses formes de prostitution et elle prône la solidarité entre les femmes contre le patriarcat, l'injustice et la loi de l'argent. Pire encore est la condition de la femme dépeinte dans les romans italiens dont Cécilia Beach livre une image particulièrement négative. Dans une sorte de synthèse des thèmes privilégiés par André Léo, Cécilia Beach montre la permanence de la dénonciation de la religion et du cléricalisme ainsi que de la guerre et de la violence inutile ; en revanche, elle affirme sa foi en l'éducation. Adoptant une perspective économique, Caroline Granier explique que l'organisation même de l'économie rend les femmes dépendantes de l'homme et les contraint à vendre leur corps pour survivre, qu'il s'agisse de mariage ou de prostitution. Le jeu de la séduction apparaît comme un consentement à un système pervers qui dégrade l'être humain ; quant à l'amour charnel entre hommes et femmes, André Léo semble le traiter avec mépris, ne reconnaissant guère la sexualité féminine.

Les vies d'André Léo ne s'achève pas sans l'ajout de quelques annexes ainsi que d'une chronologie détaillée de la vie d'André Léo et d'une bibliographie commentée de ses œuvres. Donc un ouvrage très dense et approfondi qui permet de connaître les multiples facettes d'une écrivaine doublée d'une féministe qui a marqué son temps.

Mireille Douspis

**Marcelle Capy, Une voix de femme
dans la mêlée. Le manifeste
d'une indignée pendant la Grande Guerre,**
préface de Françoise Thébaud,
Virieu, Entre-Temps éditions, 2015, 214 p.

La réédition de l'ouvrage de Marcelle Capy, en lien avec la commémoration du Centenaire de la Grande Guerre, offre au lecteur l'occasion d'entendre et d'apprécier l'une des principales voix féministes pacifistes. S'inspirant du recueil d'articles de Romain Rolland *Au-dessus de la mêlée* publié en 1915, Marcelle Capy propose à l'édition en 1916 un ensemble d'articles – déjà publiés pour la plupart – regroupés sous six titres évocateurs qui préfigurent le ton incisif de l'ouvrage.

Comme bien souvent, les textes se font écho et il n'y a pas étanchéité entre un article classé sous le titre « Temps de guerre » et un autre répertorié dans « Ceux qui se battent » et « Ceux qui pleurent », la distinction s'établit plutôt dans les thèmes. La profonde hostilité de Marcelle Capy à la guerre s'exprime d'abord dans les articles consacrés aux soldats mobilisés. Sont dénoncés avec la même vigueur les souffrances physiques, matérielles et morales infligées, le sombre et barbare égoïsme qui recrute en Inde ou au Sénégal de jeunes hommes pour les amener mourir très loin de chez eux, le massacre des forces vives de nombreux pays et la similitude de tous ces jeunes venus d'horizons divers pour s'entretuer. Servie par un style percutant qui entremêle forme impersonnelle et pronoms indéfinis, rythme rapide, succession de verbes d'action et effets d'accumulation, la prose de Marcelle Capy ne laisse pas le lecteur indifférent, comme le montre ce paragraphe :

On allait, on venait. Il pleuvait. On dormait sur la terre grasse. On tirait, on recevait la grêle des balles. Des obus sifflaient. La mitraille tombait en trombe. Des hommes s'écroulaient et ne se relevaient pas. Il y avait du sang, des figures écrasées, des poitrines trouées, des chevaux qui barraient la route, des vil-lages incendiés, des murs croulants, des arbres fauchés, des bois en flammes... il y avait des gémissements tout à côté, un camarade venait d'être atteint. On n'avait pas le temps de songer à lui. On allait, on venait, on tirait... (p. 46).

Ce que vivent et voient les combattants de chaque camp, c'est l'apocalypse. Parmi les gens de l'« arrière », Marcelle Capy évoque en priorité les femmes, éparses, solitaires, en charge d'enfants, dont le mari est parti à la guerre ou bien est déjà mort ou blessé et les mères qui tremblent pour leur(s) fils parti(s) au front. Non seulement ces malheureuses et innombrables victimes collatérales de la guerre vivent dans l'angoisse de la mauvaise nouvelle mais, en outre, elles subissent la misère. Privées du revenu de l'époux ou du fils, elles manquent de ressources et doivent assumer un labeur épuisant, que ce soit à la campagne où les attendent des tâches très dures telles que les labours ou les moissons ou bien à l'usine où leur sont imposées de très nombreuses heures d'un travail pénible et mal rétribué. Marcelle Capy ne dissimule pas sa révolte devant le sort fait aux femmes des couches populaires, pénalisées par la guerre en tant qu'épouses et mères et aussi en tant que travailleuses privées de droits, ainsi que l'atteste cette amère réflexion : « Il y a partout une honteuse spéculation sur la misère des femmes dont les soutiens ont été pris pour la défense du pays. Et le miracle – triste miracle – c'est qu'elles ont toutes tant besoin qu'elles acceptent. » (p. 77). Pire encore est la situation des femmes non mariées : illégitimes, elles n'existent pas aux yeux de la loi, non plus que leurs enfants : « si le père est tué, la législation ignore la "concubine" et le "bâtard" » (p. 202). Quant aux enfants nés de père allemand, à la suite d'un viol, leur sort pitoyable de « misérables » de l'Assistance publique arrache à Marcelle Capy des traits d'une ironie mordante contre l'hypocrisie de la société bien-pensante.

En effet, la guerre, c'est aussi cela : tandis que certains meurent, d'autres pérorent, bien à l'abri du danger et du besoin. Plus d'un article évoque la propagande nauséabonde des années de guerre, qu'il s'agisse du bourrage de crâne le plus chauviniste répandu dans les journaux, du racisme le plus puant, des divertissements d'une bêtise sidérante comme le « genre "poilu" » offerts au grand public. Les thuriféraires de la guerre, exaltant le patriotisme, les vertus civiques, familiales et appelant à la repopulation sont stigmatisés avec une ironie féroce qui fait écho à Voltaire dans *Candide* : « On vous démontrera [dans la presse] que la Mêlée est le plus utile, le plus beau, le plus moral, le plus doux événement qui pouvait se produire. » (p. 115). Quelquefois affleure – aussi acrimonieuse – une remarque plus politique sur ceux qui n'ont pas à se plaindre de la guerre comme dans l'article « Les humiliés » :

Ils étaient les petites gens bien rentées, qui avaient versé le quart de leur or à la banque et avaient souscrit à l'emprunt. Ils avaient conscience d'avoir accompli un pénible et noble devoir. Certes, le placement était bon, les risques

improbables, mais quel courage il leur avait fallu pour immoler – avec l'espoir de gros intérêts – leur bas de laine sur l'autel de la patrie ! (p. 160).

Même si quelques réflexions plus politiques apparaissent quelquefois dans l'ouvrage de Marcelle Capy comme cette phrase de l'article « Quand on revient », censurée en 1916 : « Caprices de princes, appétits de financiers, ruses de diplomates, et ces masses s'entrechoquent sous la mitraille » (p. 45), l'auteure ne se situe pas sur le plan politique ; elle se place du point de vue humaniste, pourfend les horreurs de la guerre, le déni de civilisation qu'elle représente et en appelle à la compassion des lecteurs. Pacifiste convaincue, elle s'adresse à la sensibilité et à leur sens moral, insistant sur le courage et la lucidité de Jaurès et sur l'injustice faite aux pauvres et aux faibles tels que les femmes et les enfants. Son pacifisme féministe révèle sa foi dans le progrès, caractéristique de son temps ; elle conclut en invoquant la culture et les livres qui rendront les femmes – par nature portées à la paix, dit-elle – « meilleures ».

Que la commémoration de l'anniversaire de la Grande Guerre ait offert à Françoise Thébaud et à son équipe d'historiennes la possibilité de rééditer *Une Voix de Femme dans la Mêlée* ne peut que réjouir les lecteurs/lectrices. Cet ouvrage qui témoigne de la barbarie et de la misère des deux premières années de guerre et qu'on lit en éprouvant à la fois du chagrin et de la pitié, mérite d'être redécouvert et lu.

Mireille Douspis

Bernard Lachaise, Manon Cormier. *Une Bordelaise en résistances (1896-1945)*, Bordeaux, Confluences, 2016, 214 pages.

Y a-t-il encore, au XXI^e siècle, des pionnières, féministes et résistantes, déportées restées sans postérité ? Assurément, et Manon Cormier (1896-1945) est de celles-là.

Dans une biographie aussi minutieuse que bien menée, écrite d'une plume haletante, Bernard Lachaise, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Bordeaux Montaigne 2, nous éclaire sur le destin d'une Bordelaise. La ville qui la vit grandir a su honorer l'enfant de la petite bourgeoisie protestante et républicaine, qui accéda comme une infime minorité de femmes de sa génération au baccalauréat puis au doctorat de droit (elle fut la première inscrite en thèse à Bordeaux). À la fois brillante et modeste, Manon Cormier devient en 1917 stagiaire au Barreau. Elle appartient à la petite minorité (1,1 %) des premières avocates (60 femmes sur 6100). Sa thèse de 124 pages (le format d'alors) portant sur du droit économique et bancaire, est soutenue à 36 ans, en 1932. Mais ce sont les plus pauvres qu'elle défend au quotidien comme avocate. Sa vie privée reste assez mystérieuse ; n'apparaissent que sa vie professionnelle intense et ses engagements pour la cause des femmes : œuvres de bienfaisance, engagement au service de la Pologne, écriture d'ouvrages, d'articles dans *Le Droit des femmes*, la revue de la Ligue française pour le droit des femmes. Son dernier texte est une biographie de Juliette Adam.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, Manon Cormier « monte » à la capitale, où une nouvelle vie commence, entre nouveau métier et engagement dans la Résistance. Arrêtée, déportée à Ravensbrück puis à Mauthausen, elle revient des camps très affaiblie et raconte à sa sœur Juliette l'enfer dont elle réchappa. « Rapatriée vivante mais épuisée » fait-elle télégraphier. Elle meurt le 25 mai 1945, avant ses cinquante ans. Son témoignage sera publié et pendant les fêtes de la victoire, alors que Manon Cormier est hospitalisée, intransportable, à Paris, sa famille expose devant son habitation ses « détroques de baigne que beaucoup de curieux allaient examiner ».

D'émouvantes obsèques rendent hommage à « Manon Cormier membre des FTPF, victime de la barbarie nazie ». En juillet 1949, le nom de Manon Cormier est inscrit, avec d'autres, sur le mur du Panthéon, dans la liste des « écrivains français morts à la guerre ou en déportation entre 1939 et 1945 ». Elle y est une des 159 « morts pour la France ». Son nom sera donné à une rue et un collège de Bordeaux. On ne peut que recommander la lecture de cet ouvrage passionnant, pédagogique, documenté, bien illustré et facile à lire qui arrache à l'oubli cette femme au courage exemplaire.

Corinne Bouchoux

Brigitte Rollet, *Jacqueline Audry. La femme à la caméra*,

Rennes, Presses Universitaires de Rennes,
collection Archives du féminisme, 2015, 232 p.

L'ouvrage *Jacqueline Audry, la femme à la caméra*, écrit par Brigitte Rollet, retrace la vie de la cinéaste mais il ne s'agit pas d'une biographie traditionnelle. L'auteure se fixe un double objectif : d'une part, en suivant le parcours professionnel de Jacqueline Audry, de montrer son originalité et ses préoccupations féministes, d'autre part de restituer à cette cinéaste méconnue la place qu'elle mérite et qui est due à une œuvre pionnière de grande qualité.

Née en 1908, Jacqueline Audry bénéficie, comme sa sœur Colette, d'une éducation solide, qui permette de faire d'elle une femme indépendante mais, à la différence de son aînée, elle ne manifeste pas un grand intérêt pour les matières scolaires. Bien qu'elle éprouve une véritable passion de jeunesse pour le cinéma, il semble que ce soit plutôt le besoin d'un salaire qui l'introduise dans le milieu du cinéma et de la réalisation de films ; elle devient scripte puis assistante et progressivement, au terme d'un apprentissage « sur le tas », elle accède à la réalisation pour son propre compte. Commencée dans les années 1930, la carrière cinématographique de Jacqueline Audry se poursuit sous le Régime de Vichy puis à la Libération avant de décliner à l'époque de la Nouvelle Vague ; elle traverse donc les bouleversements politiques de la Seconde Guerre mondiale et accompagne les mutations qui font passer le cinéma d'un stade encore artisanal à l'ère de la production industrielle consumériste. Autre aspect essentiel de la carrière de Jacqueline Audry : elle est l'une des premières femmes qui exerce un métier d'homme et il lui faut assumer cette singularité.

Le premier film tourné par Jacqueline Audry, *Les Chevaux du Vercors*, date de 1943. Dans ce documentaire, produit sous l'Occupation, l'hommage à la nature et à la terre, chères au gouvernement de Vichy, se mue en ode à la liberté. Puis, au printemps 1945, elle tourne *Les Malheurs de Sophie*, adaptation de la comtesse de Ségur où la leçon morale et l'apprentissage de la complète soumission féminine cèdent la place à la rébellion de Sophie. Dès le début de sa carrière et tout au long des années 1950, Jacqueline Audry se heurte à la difficulté d'être femme dans une profession masculine. Elle vient bousculer l'ordre de la « nature » considéré comme intangible ; une femme n'a pas sa place derrière une caméra et sa réussite s'apparente à une concurrence déloyale à l'égard des hommes. Sous la IV^e République, inspirée par l'œuvre romanesque de Colette, elle réalise plusieurs films Belle Époque, genre apprécié du public. Ce sont successivement *Gigi* (1951), *Minne, l'ingénue libertine* (1950), *Mitsou* (1956), *Olivia* (1951), qui suscite de nombreux commentaires, est adapté du roman de Dorothy Bussy et *La Garçonne* (1957) de celui de Victor Margueritte. Tous ces films, auxquels on peut ajouter *Le Secret du chevalier d'Éon* (1960), film de cape et d'épée, abordent les stéréotypes de sexe et la question des femmes sous l'angle de leur éducation et de l'affirmation de leurs capacités et de leur indépendance ; *Olivia* se distingue néanmoins de l'ensemble et connaît un retentissement particulier car il traite de relations lesbiennes, encore ina-

vouables et impensables à cette époque. Changeant de style, Jacqueline Audry réalise ensuite un western, *La Caraque blonde* (1954) et *Huis clos* (décembre 1954) d'après la pièce de Jean-Paul Sartre. Ce dernier choix étonne de la part d'une réalisatrice qui avait fondé sa notoriété sur des films populaires, plutôt légers ; d'autre part, attaquer un sujet philosophique, aussi grave, lui vaut certaines réserves de la part de critiques qui se demandent s'il s'agit bien là d'un thème qu'une femme peut traiter. Envers et contre tout, Jacqueline Audry réalise son projet, non sans épuiser ses forces. Avant d'examiner la fin de la carrière et la postérité de Jacqueline Audry, Brigitte Rollet évoque l'aspect matériel du travail de la cinéaste : les budgets et financements de ses films liés à leur réception. Sous la IV^e République, le cinéma connaît un grand succès et les romans de Colette adaptés par Jacqueline Audry ont les faveurs d'un large public populaire. À cela, il y a une contrepartie ; classée parmi les auteurs de films populaires, Jacqueline Audry a bien du mal à se faire reconnaître par le public intellectuel et élitiste lorsqu'elle présente *Huis clos*. Encore faut-il noter que la province réserve un accueil plus favorable que Paris. Au cours des années 1960, Jacqueline Audry tourne quatre films : une comédie à intrigue policière, *Cadavres en vacances* (1961), un road movie en noir et blanc, *Les Petits matins* (1962) et deux drames psychologiques en couleur : *Les Fruits amers* (1967) et *Le Lis de mer* (1969), adaptés respectivement de *Soledad* de Colette Audry et *Vanina* d'André-Pierre de Mandiargues ; mais les cinéastes de la Nouvelle Vague ont désormais imposé leur conception et leur esthétique et Jacqueline Audry fait figure de cinéaste appartenant à l'époque antérieure.

À partir des années 1970, commence un processus d'oubli : l'historiographie du cinéma ne mentionne plus (ou à peine) Jacqueline Audry et elle n'est guère sollicitée lors de manifestations officielles telles que les festivals. À la manière des autres formes d'art, le monde du cinéma relègue les créatrices à l'arrière-plan. Audry a eu le tort de s'imposer dans un domaine masculin et de s'illustrer dans un cinéma populaire, qui s'adresse particulièrement aux femmes. Comment mieux que par le silence rendre invisibles ces impardonnables transgressions ?

En annexes, l'ouvrage de Brigitte Rollet présente une filmographie détaillée d'Audry, les fiches techniques de ses films, la transcription d'émissions de radio et de textes puis une importante bibliographie et l'index des noms propres.

Dans cet ouvrage bienvenu, Brigitte Rollet rend justice à Jacqueline Audry et lui restitue sa place au sein des réalisateurs de films français des années 1950-1960 tout en offrant un bel outil de travail.

Mireille Douspis

Anne Revillard, *La cause des femmes dans l'État. Une comparaison France-Québec*,

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, collection Libres cours, 2016, 265 p.

L'ouvrage d'Anne Revillard issu de sa thèse de doctorat se propose de mettre à jour, à partir d'un travail comparatif entre la France et le Québec, les logiques des institutions dédiées à la cause des femmes dans l'État.

L'enquête (menée par entretiens semi-directifs et exploration d'archives) retrace la genèse de ces institutions et identifie les facteurs de leur pérennisation, mettant en évidence des mécanismes comparables en France et au Québec : initiatives militantes (au sein et en dehors de l'État) prenant appui sur une dynamique internationale ; affectation d'une administration et d'un budget ; rétroaction des politiques adoptées. Elle souligne également la position mineure de ces institutions dans la hiérarchie institutionnelle étatique des deux pays (administration de soutien restreinte ; budget

d'intervention limité voire nul), ce en dépit de l'évolution de leur personnel administratif vers un profil moins militant.

Alors même qu'il connaît une implantation territoriale remarquable en comparaison avec celle du féminisme d'État québécois, le développement du féminisme d'État en France (chapitre 1) apparaît cependant singulièrement entravé par la fragmentation de sa base institutionnelle et par l'instabilité de ses instances, qu'elles soient consultatives ou ministérielles. Le féminisme d'État québécois (chapitre 2) bénéficie quant à lui depuis les années 1970 d'une architecture institutionnelle stable et duale, organisée autour du secrétariat d'État à la condition féminine et d'un organisme au statut consultatif (le Conseil du statut de la femme). Sa forme d'ancrage interministériel, peu connu jusque récemment dans le cas français, lui offre également des marges de manœuvre supérieures. Une fois l'histoire de ces institutions retracées, A. Revillard s'intéresse (chapitre 3) à l'imbrication des différentes « composantes cognitives » du féminisme d'État (associations, femmes, organisations internationales, recherche...). Si l'agencement de ces composantes varie selon les contextes, l'auteure identifie une orientation commune transnationale allant dans le sens d'une mise à mal des inégalités de genre et s'inscrivant en filigrane, quoique plus franchement dans le cas français, dans une démarche de façonnage de la femme « moderne », incarnée par la figure d'une femme jeune, originaire de la société concernée, salariée, valide, en couple hétérosexuel (et, pourrait-on ajouter, cisgenre).

Ces proximités ne doivent néanmoins pas dissimuler un référentiel d'action publique variable selon les cas nationaux (chapitre 4). Anne Revillard montre qu'en France, le référentiel de l'égalité professionnelle domine. En effet, les interventions étatiques en faveur de l'égalité se centrent principalement sur la sphère professionnelle. Cette orientation apparaît comme une réaction à un corporatisme familialiste conservateur, solidement ancré dans l'appareil d'État, hostile au mouvement féministe, et qui rend ardue l'inflexion de la politique familiale. Au Québec, le référentiel centré sur l'autonomie économique inclut certes un dispositif ambitieux d'équité salariale mais également d'autres modalités d'interventions étatiques en dehors de la sphère professionnelle (politiques sociales et familiales) en vue d'assurer la sécurité économique des femmes. Cet élargissement du périmètre d'intervention dans le cas québécois tient selon l'auteure à deux facteurs : d'une part, la présence d'organisations porteuses de revendications familiales au sein du mouvement des femmes et, d'autre part, une institutionnalisation plus tardive des intérêts familiaux facilitant dès lors l'investissement des politiques familiales dans un contexte favorable au mouvement des femmes.

A. Revillard explore ensuite les modalités d'actions de ces institutions labellisées comme « militantes » (chapitre 5). Faiblement dotées en moyens d'interventions, elles doivent agir par le truchement d'une politique intersectorielle pour influencer sur le cours du droit et des politiques publiques. L'expertise apparaît alors pour ces institutions marginalisées comme un répertoire stratégique de choix, à la fois vecteur de crédibilité et support d'une parole critique. L'attention portée à la politique d'effectivité des droits et au travail de manipulation des symboles (chapitre 6) vient conforter l'assignation d'un sens militant à l'action de ces institutions.

Cette analyse conduit l'auteure à envisager le potentiel d'appartenance de ces institutions au mouvement des femmes, tout en soulignant le caractère normatif et excluant de la cause des femmes qu'elles défendent (chapitre 7). Leur traitement de la « question » du voile et de la prostitution est pris en exemple : l'inclusion de différentes catégories de femmes socialement minorisées se heurte à maints obstacles, en dépit de la montée en puissance des politiques publiques anti-discriminatoires. On peut voir là le produit de la réactivation d'une rhétorique moniste qui, pour légitimer le maintien d'institutions spécifiques dédiées à la cause des femmes, postule l'incommensurabilité de la domination masculine comparée aux autres rapports de domination.

L'ouvrage, fort de l'ampleur du matériel empirique mobilisé et de son parti-pris analytique compréhensif et non complaisant, constitue certainement une contribution de référence pour la sociologie de l'action publique et des mouvements sociaux et pour le champ des recherches sur les mouvements de femmes/féministes.

Bérengère Savinel

Mathilde Leroy, « Femmes Libres », une émission féministe de Radio Libertaire (1988-1999).

Mémoire de Master 1, sous la direction de Christine Bard,
Université d'Angers, 2016.

Femmes Libres est une émission de radio créée par Nelly Trumel en mai 1986 à l'occasion du cinquantième anniversaire de la « Révolution espagnole » sur Radio Libertaire, radio libre de la Fédération Anarchiste. Nelly Trumel, artiste peintre divorcée, bénévole à la radio depuis 1984, commence par animer son émission autour de l'ouvrage *Mujeres Libres* de l'historienne Mary Nash, publié en 1975. L'émission se maintient, diffusée chaque mercredi entre 18h30 et 20h30 – elle existe toujours aujourd'hui. D'abord consacrée aux Mujeres Libres, puis à des femmes militantes, l'émission se centre rapidement sur l'actualité féministe que Nelly Trumel dévoile autour de trois temps : une présentation des rendez-vous féministes, une revue de presse, puis un échange avec une invitée. Le Centre des Archives du Féminisme conserve les émissions enregistrées entre 1988 et 1999, répertoriées dans un inventaire rassemblant les dates de chacune d'entre elles, ainsi qu'une indication sur ce qu'elles contiennent comme le nom de l'invitée ou la thématique abordée. Les témoignages de Nelly Trumel, d'Hélène Hernandez et d'Elisabeth Claude (ces deux dernières membres de la Commission Femmes de la Fédération Anarchiste, qui sont intervenues plusieurs fois dans l'émission puis l'ont reprise en 2012), complètent cette première source, permettant de comprendre l'environnement de l'émission et son évolution. Enfin des articles de presse correspondant à l'actualité des années 1990 ont été recherchés afin de saisir certains événements ou de retrouver l'existence et l'action de militantes invitées.

Femmes Libres permet de s'interroger sur les formes des féminismes de la fin des années 1980 et des années 1990. Par sa longévité et son unicité (on ne trouve pas d'émissions équivalentes), elle représente un témoignage unique et riche sur cette période. En mettant en avant cette actualité, l'émission tend à montrer sa vitalité. Mais est-ce une impression ou une réalité, et comment comprendre ces féminismes qui se manifestent : se démarquent-ils des questions soulevées pendant la deuxième vague ou, au contraire, restent-ils marqués par cette période ? L'émission interroge le concept de « vague », et plus particulièrement la notion de troisième vague utilisée par les spécialistes du féminisme pour cette période, qui fait débat. Elle représente certes un outil pratique, mais est-elle réellement porteuse d'un sens aussi fort que les précédentes vagues ?

L'engagement de Nelly Trumel en tant qu'anarcha-féministe détermine le point de vue de l'émission. *Femmes Libres* traduit son parcours militant, articulant féminisme et anarchisme, et son initiation progressive à l'actualité et à la vie du mouvement féministe. Cette implication grandissante explique les évolutions des formes et des thématiques de l'émission qui devient, selon ses propres mots, « véritablement féministe » à partir de 1988. L'angle anarcha-féministe se traduit par plusieurs émissions consacrées à l'actualité de cette pensée dont celles sur la Rencontre Internationale de 1992. L'absence d'émissions dédiées à la lutte pour la parité, qui pourtant mobilise beaucoup de féministes durant les années 1990, devient signifiante, caractérisant un féminisme empreint d'anarchisme qui refuse tout rapport avec le système étatique.

Par les multiples invitées (337) que Nelly Trumel a reçues, l'émission témoigne de la diversité des personnes qui agissent au sein du féminisme. On observe la présence de militantes, mais aussi de professionnelles (174) qui intègrent des questions féministes à leur pratique. L'émission montre également l'importance de la réflexion dans le féminisme par la présence majoritaire d'universitaires (50), de journalistes et essayistes ou de créatrices (54). La diversité des invitées de *Femmes Libres* se note également au niveau des nationalités présentes. Nelly Trumel reçoit des femmes qui militent en France mais aussi des femmes étrangères (61) qui luttent dans leurs pays respectifs sur des questions spécifiques comme des femmes africaines sur les mutilations sexuelles. L'âge est aussi un autre paramètre, qui montre la coexistence de plusieurs générations de féministes. Celles qui ont connu la deuxième vague sont majoritaires (89) mais Nelly Trumel reçoit aussi certaines militantes nées après ou qui étaient trop jeunes pour y avoir participé (14). Enfin, la faible présence des hommes invités (26) dans l'émission démontre la persistance du principe de non-mixité. L'émission éclaire les méthodes d'expression et les thématiques mobilisées par les féministes dans les années 1990. Les moyens d'expression de la deuxième vague restent utilisés comme les publications au sein de revues ou des maisons d'édition spécifiquement consacrées aux femmes. De même, les féministes continuent à se mobiliser autour d'événements : des manifestations, des festivals, des colloques. Mais de nouveaux moyens apparaissent grâce aux innovations et à l'émergence des nouvelles techniques de communication. Ainsi *Femmes Libres* rend compte des débuts d'internet comme moyen d'expression féministe. Les thématiques s'enrichissent. On note un maintien important de thèmes déjà présents, faisant l'objet d'une consolidation comme la lutte pour l'avortement qui demeure une préoccupation majeure face à l'activité de groupes anti-IVG à partir de 1993. De nouvelles questions émergent dans les années 1990. La lutte contre le sida et la volonté de féministes de faire de la prévention pour les femmes, répondant ainsi à l'absence de l'État, en sont un exemple. Enfin, *Femmes Libres* montre que le féminisme, par le biais d'un engagement lié à l'anarchisme, entretient des liens avec d'autres mouvements militants ou d'autres espaces de causes tels que l'antimilitarisme, l'altermondialisme, l'anticolonialisme et la cause des enfants.

Il est évident que *Femmes Libres* traduit la vitalité du mouvement féministe dans les années 1990. Elle n'en donne pas seulement un effet faussé, une succession d'émissions qui ne serait que trompe l'œil quant à la réalité du mouvement. Cette vitalité est réelle et doit être inscrite dans le contexte plus large d'une recomposition des mouvements contestataires à cette période. Traduit-elle pour autant l'existence d'une troisième vague féministe ? Par ces liens forts que l'émission entretient avec les militantes et les problématiques soulevées lors de la deuxième vague, l'étude de *Femmes Libres* ne permet pas de conclure. Le féminisme présenté par *Femmes Libres* est celui d'une femme : Nelly Trumel, anarcho-féministe mais ouverte au reste des luttes menées par les femmes, fascinée par celles qui combattent contre l'oppression à qui elle dédie son émission : « *Femmes Libres*, qui se libèrent, qui luttent, qui se révoltent, et qui témoignent ».

Mathilde Leroy

Lucy Halliday, *Histoire de l'Internet féministe en France (1996-2015)*. Première approche socio-historique.

Mémoire de Master 2 Histoire, sous la direction de Christine Bard, soutenu à l'Université d'Angers le 16 septembre 2016.

Ce mémoire propose un tour d'horizon du cyber-activisme féministe français de 1996 à 2015. Au total, 339 sites Internet féministes français ou européens ont été recensés : sites-vitrines (majoritairement des sites d'associations), blogs et tumblr, pages Facebook, forums, médias féministes. Des fonds d'archives du Centre des Archives du Féminisme ont été également utilisés comme sources. Enfin, quelques échanges par mails avec des administratrices de sites ont pu nous éclairer sur certains points. Une des problématiques principales a été de savoir en quoi Internet renouvelait les contenus intellectuels féministes en France. Les différentes parties du mémoire sont organisées de manière thématique. C'est un sujet novateur qui suscite l'intérêt de la communauté scientifique en France cette dernière décennie.

La première partie porte sur l'évolution des discours, des usages et des enjeux dans le cyberspace féministe entre 1996 et 2015. L'aspect techno-utopiste est palpable chez les pionnières. Internet apparaît comme un formidable outil, dans lequel les femmes doivent s'investir pour lutter contre le patriarcat. Dans ce cadre, de nombreuses associations mettent à disposition des outils permettant l'utilisation des télématiques et d'Internet. Les Internénettes – on remarque le jeu de mots – organisent entre 1996 et 2006 le « MAC PPP » (Prix du Pire Phallocrate) décerné au « personnage qui se sera montré le plus bêtement misogyne » et le prix « HTML » (Homme Très Mignon et Libre) au « personnage qui se sera montré le plus agréable »¹ à l'égard des femmes. En 1999, les Pénélopes diffusent toutes les semaines Cyberfemmes², « le premier programme féministe de télévision interactive d'Europe »³.

En définitive, pour une association, se doter d'un site Internet est une véritable vitrine sur les actions menées, ses revendications, ses principes et ses objectifs. Puis, au milieu des années 2000, une parole forgée par de nouvelles actrices émerge : les blogueuses (parfois des blogueurs). La création d'un blog découle souvent d'un événement politique ou d'un acte antiféministe à l'échelle nationale ou internationale. Ces blogueurs ou blogueuses font le choix de dévoiler leur identité ou non, tout dépend de la thématique évoquée. Par exemple, une blogueuse évoquant l'agression sexuelle qu'elle a subie préférera rester anonyme. Certains blogs ont fait parler d'eux à la suite d'un article ou d'une pétition qui a suscité l'engouement ou l'indignation de certains internautes. Enfin, notre dernière sous-partie sur le cybersexisme symbolise l'incarnation des inégalités femmes/hommes sur le web. Sous une autre forme, les violences sexistes, misogynes ou sexuelles se reproduisent sur Internet.

La deuxième partie a tenté de cerner le réseautage féministe à échelle nationale, locale, internationale (mais toujours du point de vue français) entre les associations et blogs féministes (réseautage interne) ainsi qu'entre les administratrices de sites et le public (réseautage externe). Trouver son public en ligne passe par l'aménagement d'une page web (onomastique et graphisme). Nous pouvons supposer qu'un blog avec une interface moderne attirera davantage d'internautes. Le ciblage

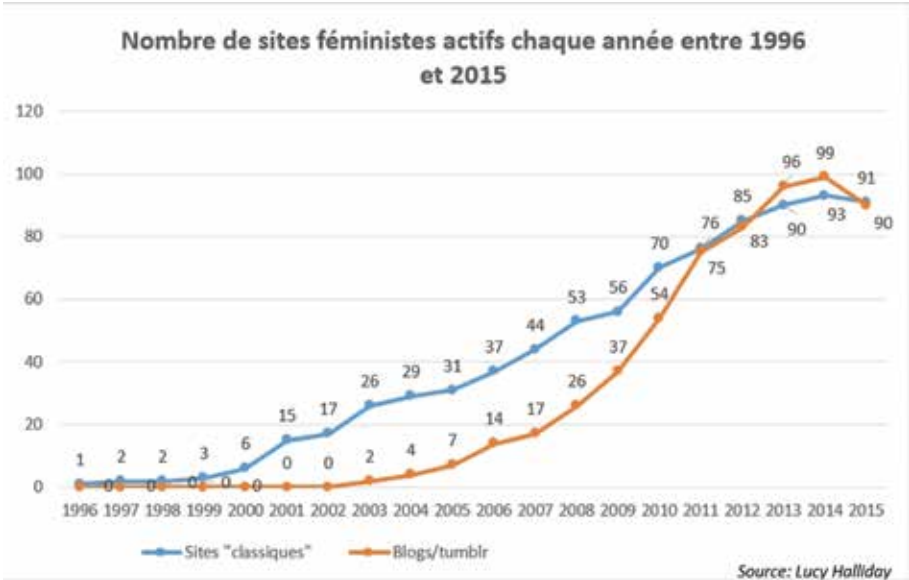
1 Rubrique « Projet », <https://web.archive.org/web/19980116101302/http://www.internenettes.fr/>, (consulté le 27/06/2016).

2 Les émissions de Cyberfemmes sont disponibles à la Bibliothèque Nationale de France.

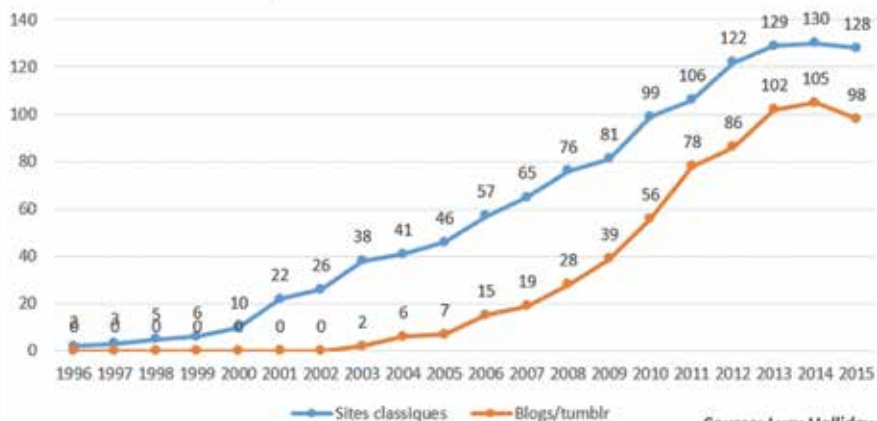
3 <https://web.archive.org/web/20000815232254/http://www.penelopes.org/pages/ntic/newmed/canalweb.htm>, consulté le 03/08/2016.

d'une population précise est souvent privilégié. Les jeunes, à la fois très actifs sur les réseaux sociaux, victimes de violences spécifiques et également enjeux de perpétuation des inégalités hommes/femmes sont régulièrement dans le viseur féministe. Par exemple, Télédebout organise tous les ans un concours pour les 10-25 ans « Buzzons contre le sexisme ». Attirer l'attention des jeunes sur les inégalités femmes/hommes, le sexisme ou les stéréotypes de genre permet de traiter de problèmes « à la racine ». La deuxième sous-partie s'attarde sur les stratégies mises en place par les associations et blogs féministes pour se connecter entre eux. Les listes de diffusion, les cartes virtuelles ou encore les forums donnent lieu à de nouvelles formes de solidarité à différentes échelles qui pourront parfois être concrétisées hors-ligne.

Enfin, le web collaboratif et le web féministe, notamment au travers de sites de témoignages et d'actions ponctuelles de constitution d'une mémoire féministe, sont évoqués dans une dernière partie. Le but est de constituer une « chambre à soi » (Virginia Woolf), un espace sécurisant, et de rendre compte du harcèlement sexiste et lesbophobe dans le milieu urbain. La constitution d'une mémoire ou d'une mutualisation féministe en collaboration étroite avec les internautes est au centre des objectifs de blogs participatifs. Thomas Mathieu ouvre le tumblr « Projets Crocodiles » en 2013. Après avoir recueilli des témoignages de harcèlement ou d'agressions sexuelles dans le milieu urbain, le dessinateur les met en scène. Le crocodile représente l'agresseur. Le tumblr se veut également pédagogique en interpellant les agresseurs sur leurs pratiques de harcèlement.



Nombre de sites féministes ou associés à la pensée féministe par année entre 1996 et 2015



Que conclure de cette étude ? Internet forge une nouvelle forme de militantisme féministe en ligne. Le cyberactivisme féministe tend à nouer et prolonger des solidarités entre les militantes elles-mêmes ou entre individus partageant des intérêts communs. Un nouveau visage du féminisme se façonne, pris en charge par de nouvelles générations confrontées à des problématiques de société communes. La lutte contre le harcèlement de rue en est l'exemple le plus manifeste. Un féminisme « jeune », un féminisme « pop », est souvent mis en avant. Ce que j'ai voulu souligner est l'extrême diversité des contenus et des acteurs et actrices féministes sur la Toile. Internet est un terreau de mobilisations de points de vue consensuels ou non. C'est aussi un espace où certaines militantes féministes non satisfaites du militantisme sur le terrain au sein d'associations peuvent s'exprimer à leur échelle, avec leurs moyens culturels. Cette diversité des points de vue a ses avantages et ses inconvénients. La parole peut paraître fragmentée, les points de vue contradictoires, ce qui rend confuse la définition des féminismes. Néanmoins, la cristallisation de ces différentes revendications sur le web participe à la richesse des féminismes.

Lucy Halliday

Marine Gilis, *Les archiveuses*.

Mémoire de Master 2, sous la direction de Régis Schlagdenhauffen, EHESS, 2016.

J'ai soutenu en juin 2016 à l'École des hautes études en sciences sociales un mémoire de master en sociologie intitulé « *Les archiveuses* ». J'ai observé et analysé pendant deux ans le collectif des Archives Recherches Cultures Lesbien(ne)s (ARCL) auquel j'ai consacré mon mémoire de recherche. Durant ces deux années, mon sujet a évolué. Le titre de mon mémoire de M1, d'abord intitulé « *ARCL : politiques d'archives, archives politiques* », est devenu « *Les archiveuses* » en M2. En première année de master, j'ai davantage porté mon attention sur la dimension politique du collectif et notamment le discours sur la non mixité, le lesbianisme politique et le féminisme ainsi que les trajectoires individuelles des militantes des ARCL. Je me suis concentrée en deuxième année sur l'histoire du collectif, son fonctionnement et les difficultés traversées ou ressenties par ses membres. Mon travail de recherche m'a amenée finalement à étudier les trajectoires individuelles pour comprendre les logiques et les techniques à l'œuvre dans la collecte et l'archivage, le rapport au public, les projets réalisés, la place des outils numériques et les interrogations sur le devenir des ARCL. La problématique du mémoire est : Comment continuer à transmettre une mémoire lesbienne en période de mutation de l'engagement lesbien et de la circulation des savoirs à l'ère du numérique ?

Ce mémoire se présente en trois parties. La première pose la question de la légitimité de cet objet de recherche que sont les archives lesbiennes. Après une analyse des articles de loi qui déterminent la définition et l'usage des « archives », je me suis interrogée sur ce qui est en jeu dans la conservation, dans la construction de la mémoire collective et dans l'intégration de mémoires plurielles et minoritaires. J'ai ensuite cherché à comprendre comment les lesbiennes s'inscrivent dans une mémoire plurielle, à l'intérieur, en périphérie ou en dehors des mouvements féministes et homosexuels émergeant dans les années 1970. J'ai intégré des exemples de collectifs lesbiens non mixtes étrangers pour évoquer une prise de conscience, dans les pays occidentaux, de la nécessité de se mobiliser pour conserver, valoriser et faire vivre les vécus et luttes lesbiennes.

L'objectif de la deuxième partie est de présenter l'espace dans lequel évolue le collectif. Par espace, il faut comprendre à la fois l'espace physique (les différents lieux de conservation et les problématiques liées à ces lieux), mais aussi le milieu (politique, idéologique, les réseaux en lien avec ce collectif).

Les archiveuses s'interrogent sur leur capacité à bien transmettre et à assurer de façon pérenne ce rôle qui est le leur, celui de « gardiennes du temple ». Leurs interrogations sont présentées dans la dernière partie à travers l'analyse de la visibilité des ARCL et des difficultés ressenties ou vécues au sein du collectif, portant sur la dynamique du groupe, la fréquentation et les missions à assurer. On trouve donc dans ce mémoire aussi bien des extraits de récits de vies, que des données statistiques, une présentation des lieux qu'elles ont occupés, les grands projets réalisés et tous les aspects du collectif qui permettent de rendre compte de leur visibilité, de leurs questionnements et bien sûr de leur histoire.

Mon objectif à ce jour est de poursuivre en thèse en m'intéressant cette fois davantage aux outils numériques et aux modes de circulation des mémoires lesbiennes et féministes, en les comparant aux dynamiques d'autres pays et dans différents types de structures.

Marine Gilis

Féministes matérialistes et féministes queer réconcilié.es ?

Présentation de la thèse de Sophie Noyé, « Féminisme matérialiste et queer. Politique(s) d'un constructivisme radical », sous la direction de Jean-Marie Donegani, soutenue à Sciences Po Paris le 23 juin 2016.

C'est à l'histoire la plus récente du féminisme que s'intéresse Sophie Noyé, dans la thèse qu'elle a soutenue en juin 2016 et pour laquelle le jury, composé de Catherine Achin (Université Paris-Dauphine), Lisa J. Disch (Université du Michigan), Jean-Marie Donegani (IEP Paris), Éric Fassin (Université Paris VIII-Vincennes Saint-Denis) et Frédéric Gros (IEP Paris), lui a décerné le titre de docteur avec la mention la plus haute (très honorable avec les félicitations du jury, désormais accordées à l'unanimité).

Dans ce long et minutieux travail, l'auteure, politiste de formation, offre une analyse fine et précise de l'histoire des courants féministes matérialistes des années soixante-dix et de celle du courant féministe *queer*, plus récent et importé des États-Unis dans les années quatre-vingt-dix. A priori « irréconciliables », ces deux approches théoriques vont d'abord, comme nous le montre l'auteure, commencer par s'opposer. Les féministes matérialistes dénoncent ainsi « la posture idéaliste, relativiste, individualiste voire naturalisante des politiques *queer* » (p. 23) et reprochent aux théoriciennes et militantes *queer* de « prendre en compte uniquement la dimension idéale de la domination masculine » et « d'étudier la matérialité des corps et non la matérialité des rapports sociaux, d'inciter à la performance individuelle et non à la lutte collective, de ne pas viser le renversement du système de genre ». Pour certaines auteures la théorie *queer* irait même jusqu'à menacer la lutte des femmes. Du côté des représentant.es du mouvement *queer*, on reproche à l'inverse aux féministes matérialistes « de ne pas considérer les minorités sexuelles et de genre, en opposant uniquement "les hommes" et "les femmes" » (p.24). Le projet de l'auteure de la thèse est donc de montrer comment il est possible d'articuler, voire d'unir féminisme ma-

térialiste et féminisme *queer*. Après avoir étudié la controverse entre les deux courants de pensée, l'auteure cherche ainsi à montrer, dans une perspective de théorie politique, comment la vision constructiviste commune aux deux courants permet finalement de les rapprocher, notamment lorsqu'on s'intéresse aux pratiques actuelles du féminisme radical dont les combats sont désormais plus larges que celui de la cause des femmes. La thèse porte principalement sur le terrain français (même si l'auteure revient bien évidemment sur l'influence des écrits américains) et le travail s'appuie sur une étude détaillée de la production écrite d'organisations féministes et ce sous toutes ses formes



Affiche pour la marche de nuit non mixte du 8 mars 2013 à Lyon

(tracts, textes d'analyses, pétitions, appels à manifestation mais aussi sites internet), sans distinguer les textes d'intervention et militants des textes académiques qui structurent très largement ces courants.

Rigoureuse et scientifique, cette recherche s'inscrit aussi dans un projet politique, produit des engagements de son auteure dans des organisations militantes et en particulier dans le collectif G.A.R.Ç.E.S (<https://collectiffeministe.wordpress.com/>) dans lequel elle milite. Loin d'être un handicap, cet engagement constitue une ressource, tant pour accéder aux documents qui permettent l'étude que pour mieux comprendre ce qui fonde, dans les discours, le

rapprochement des deux courants. La thèse permet alors d'éclairer la controverse et pointe les arguments théoriques (le constructivisme) qui rapprochent féminisme matérialiste et *queer*. Une discussion serrée des arguments des deux courants permet, au fil des deux dernières parties, de pointer les concepts qui rendent – ou plutôt rendraient possible le rapprochement et permettraient de proposer un modèle d'engagement, celui du féminisme inclusif et radical qui s'oppose à la fois au féminisme majoritaire et aux élites néolibérales.

Sandrine Lévêque

Sébastien Lifshitz, *Les Vies de Thérèse* Documentaire, 55 mn, 2016

Les Vies de Thérèse débute avec un long plan en plongée sur Thérèse Clerc, allongée dans son lit face à Sébastien Lifshitz dont on devine la silhouette en amorce. Celui-ci lui demande pourquoi elle l'a sollicité : « Parce que je pense qu'il y a un déni de la vieillesse et de la mort » lui répond-elle. Thérèse Clerc, qui est alors malade et se sait à la fin de sa vie, désire en effet que son ami la filme « jusqu'au bout » pour rendre visible sa « dégradation », ce moment « normal » de la vie dont on n'a pourtant que peu de représentations collectives. Le film se présente donc d'emblée à nous comme une conversation – que le réalisateur et la militante féministe reprennent là où ils l'avaient laissée dans *Les invisibles* (2012) – initiée par la protagoniste et caractérisée de bout en bout par l'imbrication de l'intime et du politique.

Le film fait alterner plusieurs types de scènes. Nombre d'entre elles nous plongent dans les souvenirs de Thérèse Clerc dont la voix se détache sur des images d'archives. Ses souvenirs d'enfance (tous heureux) côtoient d'abord l'évocation de sa vie de mère au foyer bourgeoise : le mariage à vingt ans alors qu'elle est encore vierge, la naissance de quatre enfants – « un tous les trois ans » –, l'ennui et l'étouffement de la vie domestique, l'effacement. Mais des grains

de sable enrayent la machine : la découverte de Marx grâce aux prêtres ouvriers, le Mouvement Jeunes Femmes au sein duquel elle devient une « féministe en herbe ». Puis vient l'explosion de Mai 68. Elle divorce en 1969, se fait embaucher aux Galeries Lafayette où elle découvre la condition des femmes salariées et la réalité des avortements clandestins – elle qui n'a jamais avorté. Elle s'engage alors dans le Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception (MLAC), pratique des avortements chez elle, participe activement aux mouvements féministes, devient lesbienne.

Les scènes de conversation réunissant les enfants de Thérèse Clerc et dont elle-même est exclue occupent ensuite une place importante. Leurs souvenirs matérialisent la rupture que constituent Mai 68 puis les mouvements féministes. Tandis que les trois premiers ont reçu une éducation bourgeoise – et ont connu une « mère [véritablement] mère », comme le dit l'aîné des fils qui verra quelques instants plus tard ses propos qualifiés de machos par sa sœur –, la cadette a connu « Thérèse » la militante. Ce regard parfois essentialisant porté sur leur mère – « Je pense qu'elle est hétéro » dit par exemple l'une de ses filles – peut certes apparaître comme problématique, d'autant qu'elle n'est

pas là pour y répondre. Mais en même temps, la confrontation de leurs expériences déjoue immédiatement les tentations de normalisation de l'expérience maternelle : « on n'a pas eu la même mère » finit par s'imposer comme un gimmick, tant le vécu de la cadette – et de fait le rapport qu'elle entretient avec sa mère au moment où le film est tourné – diffère de celui de ses aîné-e-s, frères et sœur.

Enfin, de nombreux plans décryptent les gestes du quotidien affectés par la maladie. Casser un œuf, éplucher une orange ou se coiffer, tout est ralenti à cause d'un corps devenu « lourd », « maladroit » et médicalisé. Mais ce corps qui lui échappe n'en reste pas moins politique. De la même manière qu'elle se réapproprie son corps et sa sexualité après son divorce – « Ils ont confisqué nos ventres depuis des millénaires » assène-t-elle dans une vidéo d'archive dans laquelle elle est entourée par des féministes –, Thérèse Clerc se réapproprie son corps vieilli et malade en organisant sa représentation à travers un film qu'elle conçoit, au moment où elle adresse sa demande à Sébastien Lifshitz, comme un « manifeste¹ ».

Si l'histoire de Thérèse Clerc est réinscrite au sein de l'histoire des femmes et du féminisme au XX^e siècle, on peut regretter que l'évocation de son militantisme se limite aux mouvements des années 1970 – il n'est par exemple fait aucune mention de la Maison des Babayagas, une résidence autogérée de femmes âgées dont elle a impulsé la création à Montreuil. Par ailleurs, l'omniprésence de ses enfants peut à première vue surprendre puisqu'il s'agit bien de son portrait et non de celui de sa famille. Pourtant, elle permet d'une part de mettre en exergue les conditions matérielles de la prise en charge des personnes en fin de vie par l'entourage familial, et d'envisager d'autre part le féminisme au prisme des relations intergénérationnelles à partir du point de vue, rarement exprimé, des enfants, voire des petits-enfants de féministes : dans une belle scène réunissant Thérèse Clerc et sa petite-fille, celle-ci exprime certains désaccords politiques avec sa grand-mère, montrant tout à la fois la vitalité et l'autonomie de son féminisme.

Delphine Chedaleux

Docteure en études cinématographiques
Chercheuse FNS senior, Université de Lausanne

¹ Interview filmée de Sébastien Lifshitz disponible sur le site www.lemonde.fr. URL : http://www.lemonde.fr/festival-de-cannes/article/2016/05/18/les-vies-de-therese-un-portrait-plein-de-vie-d-une-mourante_4921230_766360.html

Vient de paraître

Nous signalons la publication toute récente par l'un de nos adhérents, Claude Bac, d'un ouvrage intitulé *Renée Vivien. Poésies de jeunesse*.

Ce livre reproduit intégralement un petit carnet manuscrit (85 x 55 cm) de 80 pages, dont 29 blanches, que possède Claude Bac, et qui est totalement inédit. Ce carnet a été écrit par Pauline Mary Tarn, future Renée Vivien (1877-1909), à l'âge de 16 ans, et est dédié à « Tante Marie ». Chaque page manuscrite est reproduite et accompagnée d'une transcription ; tous les poèmes sont retranscrits dans une deuxième partie « mais en présentant chacun dans sa continuité afin de mieux faire ressortir leur qualité ». Une préface et une présentation complètent l'ouvrage, ainsi que la reproduction d'une photographie inédite de Renée Vivien par Taponier.

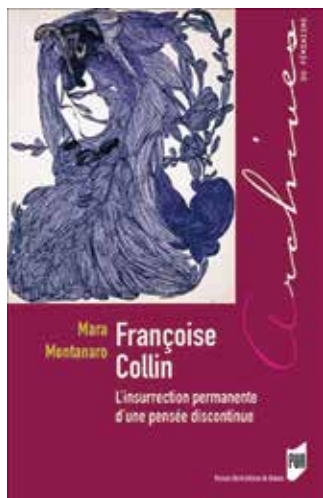
Grand connaisseur de Renée Vivien, Claude Bac est aussi l'auteur de *Renée Vivien : inventaire raisonné des livres publiés de 1901 à 1948* (2003) et de *Une femme m'apparut...* (2015), qui présente les quatre éditions de ce texte.



Renée Vivien. Poésies de jeunesse.

Mara Montanaro, Françoise Collin. *L'insurrection permanente d'une pensée discontinue*,

Rennes, Presses universitaires de Rennes, collection Archives du féminisme, 2016.

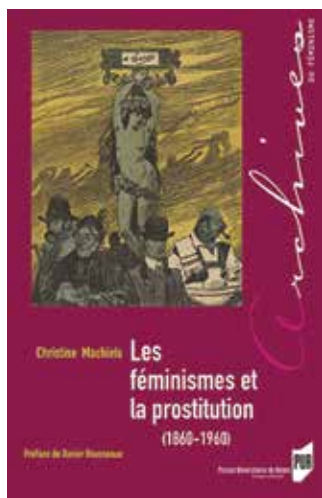


[4^e de couverture] Françoise Collin (1928-2012), écrivaine, philosophe et féministe, a travaillé entre la Belgique, son pays d'origine, et la France. Elle a été notamment la fondatrice des *Cahiers du Grif*, la première revue en langue française de la deuxième vague du féminisme. Ce livre montre comment Françoise Collin n'a eu de cesse de concilier sa praxis philosophique avec son engagement féministe.

Dans ce volume sont retracés les moments les plus saillants de son parcours intellectuel et politique : du rapport avec Maurice Blanchot qui a profondément marqué sa conception de l'écriture comme mouvement perpétuel à celui avec Hannah Arendt dont, lors des années 1980, elle a introduit en France une interprétation libertaire. Il s'agit de rapports qui s'inscrivent dans l'engagement féministe de Françoise Collin dont ce livre vise à reconstruire minutieusement la genèse et l'évolution à travers l'aventure des *Cahiers du Grif*, depuis le premier numéro publié à Bruxelles en 1973 jusqu'au dernier publié à Paris en 1997. Mais cette étude se focalise également sur son retour à la réflexion singulière, après les nombreuses années consacrées au militan-

tisme féministe, lorsqu'elle problématise et décline toute une constellation de concepts tels que la natalité, le dialogue, la démocratie, le commun, l'expérience d'une altérité toujours imprévue et imprévisible, en les court-circuitant à travers la notion de révolution permanente.

Mara Montanaro, docteure en philosophie, est chercheuse rattachée au laboratoire d'études de genre et de sexualités (LEGS) auprès de l'université Paris 8. Elle s'occupe de philosophie contemporaine, d'études de genre et postcoloniales, des philosophies féministes contemporaines, notamment de l'œuvre de la philosophe-féministe Françoise Collin dont elle est la responsable scientifique de ses archives. Elle a dirigé l'édition et la traduction de la première anthologie d'articles de Françoise Collin en langue italienne, *Françoise Collin, la praxis filosofica e l'impegno femminista* (à paraître).



Christine Machiels, *Les féminismes et la prostitution (1860-1960)*,

Rennes, Presses universitaires de Rennes, collection Archives du féminisme, 2016.

[4^e de couverture] Dès la fin du XIX^e siècle, la validité morale et sanitaire des règlements sur la prostitution, qui ont fleuri dans la plupart des villes d'Europe, est au cœur d'un débat public. Celui-ci oppose les réglemmentaristes, partisans du contrôle sanitaire et policier de la prostitution, considérée comme un « mal nécessaire », aux abolitionnistes qui, inspirés par la féministe anglaise Josephine Butler, condamnent, au nom de l'égalité morale entre les sexes, les règlements et les maisons closes autorisées. La participation des féministes belges, françaises et suisses de

la « première vague » au débat public sur la régulation de la prostitution est au cœur de cette recherche. À partir des sources du féminisme, cette étude apporte un éclairage sur les façons dont les mouvements féministes se sont positionnés à l'égard des projets de contrôle social que la prostitution, élevée au rang de « problématique sociale », a inspirés à plusieurs niveaux d'échelle (international/national/local) pendant près d'un siècle (1860-1960). Au-delà de l'histoire des mouvements proprement dits, l'analyse des sources internes des associations et des personnalités féministes dévoile un champ historique peu exploré, celui des conceptions militantes des sexualités et de leur contrôle social.

Christine Machiels est docteure en histoire de l'université catholique de Louvain et de l'université d'Angers. Directrice du Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière et populaire¹ (CARHOP asbl) depuis 2010, ses champs de recherche privilégiés sont l'histoire sociale, l'histoire des femmes, l'histoire des mouvements sociaux. Elle a notamment dirigé avec J.M. Chaumont la publication d'un ouvrage collectif *Du sordide au mythe. L'affaire de la traite des blanches* (Bruxelles, 1880) (Presses universitaires de Louvain, 2009). Elle est l'auteure, avec D. Niget, du livre *Protection de l'enfance et paniques morales* (Éditions Fabert, 2012).



Benoîte Groult. *Le genre et le temps*, sous la direction de Sylvie Camet,

Rennes, Presses universitaires de Rennes, collection Archives du féminisme, 2016.

[4^e de couverture] Écrivaine, ayant incarné les combats féministes de la seconde moitié du XX^e siècle, rédigé des livres, participé à la création du magazine *F*, traduit des œuvres de l'anglais, donné des conférences à travers le monde, enseigné le latin, lutté contre les mutilations génitales féminines, défendu le droit à mourir dans la dignité, c'est tout cela que concentre le nom de Benoîte Groult.

Cette énergie inlassable qu'exprime un style alerte, incisif, tout imprégné du réel, a porté l'auteure en tête des ventes durant des

décennies. Cette popularité n'avait pas trouvé jusqu'alors à s'immiscer vraiment dans le champ des études universitaires, ce qu'accomplit cet ouvrage collectif, nouant pour la première fois des analyses portant sur des essais comme *Ainsi soit-elle*, des romans comme *La Part des choses*, *La Touche étoile*, ou des textes autobiographiques tels que *Le Journal à quatre mains*. S'appuyant en outre sur des manuscrits inédits, comportant une interview exclusive, des photographies poétiques, cette synthèse met en évidence une vie d'attention continuelle à un monde qui fait rêver, parfois, mais crier, souvent.

Sylvie Camet est professeure de littérature comparée à l'université de Lorraine. Elle a réuni, à l'occasion du don par Benoîte Groult de ses manuscrits à l'université d'Angers, des personnalités des sciences humaines, de la littérature, de la politique et des arts : François-Jean Authier, Sandrine Marcillaud-Authier, Christine Bard, Antoine Boussin, France Chabod, Geneviève Hofman, Anne-Marie Houdebine, Audrey Lasserre, Imogen Long, Cécile Meynard, Véronique Montémont, Édith Perry et Yvette Roudy.

Bulletin d'adhésion et de don

L'adhésion est calendaire, elle ne peut pas être anticipée d'une année sur l'autre.

Cotisations et dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé (dans la limite de 20 % du revenu imposable).

Un reçu fiscal vous sera envoyé.

Adhésions individuelles

- ☐ Plein tarif : 30 €
- ☐ Tarif réduit (étudiant-e, sans emploi) : 10 €
- ☐ Membre bienfaiteur : à partir de 90 €

Abonnement institutions

- ☐ Bibliothèques, associations : 50 €



Dons

☐ Montant : €

Vous pouvez associer adhésion et don sur le même paiement.

Exemple : adhésion 30 € + don 70 € = 100 €. Dépense réelle après déduction fiscale : 34 €.

NOM :

Prénom :

Adresse :

.....

Code postal : |_|_|_|_|_| Ville :

Téléphone : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Email :

Chèque à l'ordre de

Date :/...../.....

Association Archives du Féminisme,

à envoyer à :

Archives du Féminisme 28 avenue des Platanes

Signature :

37170 CHAMBRAY-LES-TOURS



Paiement en ligne sécurisé : www.archivesdufeminisme.fr/lassociation/adherer



Archives du féminisme
association loi 1901 fondée le 24 juin 2000

www.archivesdufeminisme.fr

Archives du féminisme est sur Facebook :

www.facebook.com/archives.feminisme

et sur Twitter : <http://twitter.com/Archivesfminism>



Conseil d'administration

Christine Bard (présidente),
Bibia Pavard (présidente adjointe)
Pascale Goux (trésorière),
Audrey Lasserre (trésorière adjointe)
Alban Jacquemart (secrétaire),
Marion Charpenel (secrétaire adjointe)
France Chabod, Mireille Douspis, Nicole Fernandez Ferrer,
Hélène Fleckinger, Lucy Halliday, Sandrine Lévêque, Annie Metz,
Anne-Marie Pavillard, Bérangère Savinel, Franck Veyron

Comité international

Éliane Gubin (Belgique),
Helen Harden-Chenut, Karen Offen (États-Unis),
Siân Reynolds (Grande-Bretagne),
Charles Sowerwine (Australie)

ISBN : 1765-3371

Directrice de publication : Christine Bard
Comité de rédaction : Le Conseil d'administration
Mise en page : Pauline Guillemin

Bulletin n°24
2016